

« LA REPRÉSENTATION DES AUTOCHTONES ET DES FRANCOPHONES DU
CANADA DANS LES MANUELS SCOLAIRES DU PROGRAMME D'HISTOIRE DU
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE L'ONTARIO (1977-1985) »

Mémoire présenté au département d'histoire à titre d'exigence partielle en vue de l'obtention
de la maîtrise en histoire

Université laurentienne

Département d'Histoire

Sudbury, Ontario

© Christine Pagé, 2021

RÉSUMÉ

Ce mémoire explore les ressources pédagogiques utilisées dans les écoles franco-ontariennes dans les cours d'histoire de la 7^e à la 10^e année durant les années 1977-1985. Nous nous concentrons sur la représentation des francophones du Canada et des peuples autochtones dans ces ressources en raison de leur statut de minorités nationales. Suivant une époque de transformation identitaire chez les francophones hors Québec et une époque de revendications grandissantes du côté des peuples autochtones, les ressources mises de l'avant par le ministère de l'Éducation de l'Ontario privilégiaient malgré tout un récit historique officiel qui excluait la perspective franco-ontarienne et la perspective autochtone.

REMERCIEMENTS

Le retour aux études universitaires après une absence de dix ans est un des chapitres les plus aventureux de mon histoire. Mon spectacle de jonglerie gardant dans les airs un emploi à temps plein, une vie familiale et un programme de maîtrise a reçu des applaudissements chaleureux du début jusqu'à la fin.

Dans un premier temps, je dois remercier mon directeur de thèse, Serge Miville. Je vous remercie pour votre énorme patience et vos conseils si précieux tout au long du processus. Un grand merci de m'avoir tant appris au sujet de l'histoire de chez nous.

J'aimerais aussi remercier les professeurs Arnaud Bessière, Pierre Cameron et Joel Belliveau pour vos leçons stimulantes et pour votre encouragement. Aussi, merci à Rose-May Démoré. Vous avez toujours su comment me faire sentir chez-moi au département d'histoire.

Enfin, je tiens à remercier ma précieuse famille et mes chers amis qui m'ont fait croire que tout était possible. Mon cher époux Randy Battochio, je suis extrêmement reconnaissante pour ta patience, ton soutien et ton amour. Mon grand garçon Miguel, merci pour tes blagues qui me rappelaient qu'il était important de prendre le temps pour rire. Merci à ma petite Justine avec une si grande personnalité qui ne cessait jamais à chanter « Go maman go ! » Enfin, je dois remercier très chaleureusement mes parents, Randy et France Pagé, qui partagent avec moi une soif à apprendre de nouvelles connaissances. Merci de m'avoir apporté souvent à la bibliothèque lorsque j'étais enfant, merci pour les repas délicieux et surtout, merci pour votre amour. Vous m'avez toujours inspiré à ne pas craindre de monter le spectacle!

TABLE DES SIGLES

AEFO : Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens

CCRCF : Centre de recherche en civilisation canadienne-française

CFORP : Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques

CMEC : Conseil des ministres de l'Éducation du Canada

CVR : Commission de vérité et de réconciliation

IEPO : Institut d'études pédagogiques de l'Ontario

MÉO : Ministère de l'Éducation de l'Ontario

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
Chapitre 1 : L'historiographie et la problématique.....	6
Chapitre 2 : Le programme d'histoire de 1977.....	22
Chapitre 3 : La représentation des francophones du Canada dans les manuels scolaires.....	39
Chapitre 4 : La représentation des peuples autochtones du Canada dans les manuels scolaires...	56
Conclusion.....	70
Bibliographie.....	74

INTRODUCTION

« *Si nous voulons être les acteurs responsables de notre propre avenir, nous avons d'abord un devoir d'histoire.* »

- Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, p. 306

Histoire canadienne : identité et culture. Voilà le titre d'un cours présentement donné en 12^e année dans certaines écoles secondaires de l'Ontario. Tant en anglais et qu'en français, le cours a pour objectif d'amener l'élève à « examine[r] l'évolution de l'identité canadienne à travers de l'histoire du Canada depuis les premiers contacts avec les peuples autochtones jusqu'à aujourd'hui¹ ». D'emblée, notons que le cours sous-entend que l'histoire canadienne débute avec les premiers contacts entre les Européens et les peuples autochtones. La dernière révision du programme-cadre (curriculum) de ce cours a eu lieu en 2015, l'année même de la publication des rapports de la Commission de vérité et réconciliation (CVR). Ces rapports sont en contraste avec l'énoncé ci-haut en affirmant que les peuples autochtones avaient développé plusieurs sociétés ayant chacune cultivé une identité vibrante, un système économique et un système de gouvernance sur les terres canadiennes avant l'arrivée des Européens. Le manuel du cours est un ouvrage de langue anglaise publié en 2003 et traduit en français en 2004². Dit autrement, aucun manuel conçu en français n'est offert aux élèves des écoles francophones. Autre constat, malgré la révision du programme-cadre, le manuel n'a pas fait l'épreuve d'une deuxième

¹Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Le curriculum de l'Ontario 11^e et 12^e année. Études canadiennes et mondiales*, 2015, Toronto, p. 477.

²Aujourd'hui, c'est la liste Trillium qui contient les titres des manuels approuvés par le ministre de l'Éducation de l'Ontario (MÉO) pour l'utilisation dans les écoles de la province. Il est attesté sur le site du MÉO que ces manuels ont été soumis à une évaluation rigoureuse. La liste est disponible au public au <http://www.listetrillium.ca/>. Le manuel pour le cours CHI4U – Histoire canadienne : identité et culture est : Brune, Nick et al. *Histoire, identité et culture au Canada*, Montréal : Chenelière Éducation inc., 2004, 686 p.

édition. Soulignons que le gouvernement libéral de l'Ontario avait mis sur pied un projet de révision du cours *Histoire canadienne : identité et culture* en 2018, en réponse aux 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation³. Le projet rassemblait des membres des Premières Nations, des pédagogues et des agents du ministère de l'Éducation (MÉO) afin d'améliorer le contenu de certains de ses cours. Le projet fut subitement annulé avec l'entrée en fonction du gouvernement progressiste-conservateur⁴. Cette affabulation montre en quoi la programmation dans nos écoles est tributaire de son contexte politique. Assurément, il s'agit d'un enjeu de longue date. Ce mémoire explorera justement le passé des cours d'histoire donnés en français en Ontario.

Pour Jean-Philippe Warren, l'intérêt que porte les chercheurs à l'analyse de l'enseignement de l'histoire s'explique en raison des « tiraillements continuels entre (parmi d'autres acteurs) les historiens, les didacticiens et les idéologues⁵ ». L'histoire demeure un des piliers de la construction des identités dans la modernité. Le regretté Fernand Dumont y voit un élément de la référence nationale⁶. Le sociologue explique qu'un groupement cherche à partager une conscience symbolique, un réseau institutionnel et une mémoire collective. La « référence » unit des gens en insistant sur un passé commun. Joseph Yvon Thériault affirme, quant à lui, que la relation qu'entretient le groupe minoritaire avec son histoire et sa capacité réflexive de « faire » son propre récit – ce qu'il nomme « l'historicité » du groupe – contribue à distinguer la minorité ethnique (qui souhaite une meilleure intégration à la majorité) de la minorité nationale

³ Voir les appels 6 à 12 et les appels 62 à 65 dans Commission de vérité et réconciliation du Canada, *Commission de vérité et réconciliation au Canada : Appels à l'action*, Winnipeg, 2012, 20 p.

⁴ Voir Mike Crawly, « Ontario cancels curriculum rewrite that would boost Indigenous content », CBC, July 9th, 2018. [En ligne] <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/ontario-education-truth-and-reconciliation-commission-trc-1.4739297> (Page consultée le 8 mai 2021).

⁵ Jean-Philippe Warren, « Quand l'histoire devient un champ de bataille. Analyse des examens d'histoire au Québec (1970-2012) », *Thèmes canadiens* (printemps 2014), p. 16.

⁶ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, 393 p.

(dont l'objectif est de maintenir un haut degré d'autonomie culturelle, institutionnel et sociétal). Les francophones du Canada font face à un écartèlement entre le désir de « faire société » (plus près de la nation) et les forces d'intégration de la majorité⁷. De plus, le degré de l'historicité du groupe est à géométrie variable. Elle fluctue dans l'espace-temps. Si certains groupes cherchent à pousser l'autonomie jusqu'à la souveraineté (Québécois francophones en 1995, certains militants des peuples autochtones du Canada), d'autres ont des ambitions plus limitées, épousant plutôt une posture dite « nationalitaire », oscillant entre l'autonomie et l'intégration, la nation et l'ethnie. C'est le cas, à divers degrés, pour des Acadiens du Nouveau-Brunswick et des Franco-Ontariens.

Puisque l'histoire met en récit les sociétés humaines et leur donne un sens, elle forme un terreau fertile pour éclairer les enjeux identitaires des citoyens du pays. L'histoire dite « nationale » – celle qui représente le grand récit « officiel » d'un pays ou d'une nation – représente un des lieux symboliques les plus contentieux des sociétés post-industrielles, notamment de celles qui portent un lourd passé colonial dont les récits écartent l'oppression ou l'expérience vécue par des groupes marginalisés. L'enjeu est d'autant plus complexe dans les sociétés plurinationales comme le Canada. C'est ce qui explique la révolte d'un Jack Granatstein contre l'histoire sociale dans *Who Killed Canadian History*⁸ ou la controverse sur l'absence de l'enseignement de l'histoire nationale au Québec que dénonçait l'historien Éric Bédard⁹. Chacun voyait dans la façon dont était écrite l'histoire sociale – critique d'un récit global et nationaliste – une menace pour l'avenir de leur nation respective.

⁷ Joseph Yvon Thériault, « Entre la nation et l'ethnie », dans *L'identité à l'épreuve de la modernité*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1995, p. 245-274.

⁸ Jack, Granatstein, *Who killed Canadian History?* Toronto, Harper Collins Publishers, 1998, 156 p.

⁹ Éric Bédard, « Défendre l'histoire nationale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 3 (printemps-été 2014), p. 158-164.

Quoique le champ d'études sur l'éducation en Ontario français soit relativement bien cultivé, très peu d'études proposent une analyse historique des programmes et des manuels scolaires utilisés dans les écoles franco-ontariennes. L'historien Jean-Philippe Croteau affirme que de nombreux chercheurs se sont intéressés aux enjeux politiques entourant les écoles, mais que « [l]es thèmes comme les programmes d'études, les manuels, la formation et la condition enseignante et la socialisation des élèves reste un champ d'analyse encore en friche¹⁰ ». Ce constat nous encourage donc à centrer cette étude sur des manuels scolaires en français approuvés par le ministère de l'Éducation de l'Ontario. En particulier, nous nous intéressons aux manuels du programme-cadre d'histoire du cycle intermédiaire (7^e à la 10^e année) en vigueur entre 1977 et 1985, période à laquelle l'enseignement de l'histoire en Ontario devait s'aligner avec les principes du multiculturalisme canadien, éloignant ainsi du récit dominant d'un Canada britannique. Si le Canada anglais et l'Ontario opéraient un virage multiculturel de leur récit historique partagé, la francophonie canadienne demeurerait toujours conquise à la thèse des peuples fondateurs¹¹. L'époque suit également l'éveil culturel et le début d'importantes revendications nationalistes du côté des premiers peuples. L'arrivée du nouveau curriculum d'histoire de 1977 – le premier à être traduit en français – s'inscrit donc dans un contexte social et politique mouvementé. Quelle place occupaient ces minorités nationales dans le récit que leur proposait la majorité ontarienne? Se perdaient-ils parmi les nombreuses tuiles qui composent la vaste mosaïque canadienne? En s'intéressant principalement à la thématique de la construction identitaire, nous tenterons de répondre à ces questions dans cette étude qui s'inscrit dans

¹⁰ Jean-Philippe Croteau, « L'histoire de l'éducation en Ontario français : un bilan historiographique », *Thèmes canadiens* (printemps 2014), p.31.

¹¹ Voir Serge Miville, « 'Nous sommes l'un des deux fondateurs et nous voulons être traités comme tel': la référence canadienne-française dans la presse francophone (1969-1982) », *MENS*, Volume 18, numéro 1 (automne 2017), p.111-148.

l'histoire de l'éducation en Ontario français. Rappelons-nous que « [l]es programmes d'études et les manuels scolaires participent à la définition et à la promotion d'une identité qui repose sur un projet de citoyenneté culturelle et/ou religieuse¹² ».

Suivant notre premier chapitre qui est réservé à un bilan historiographique et à l'élaboration d'une problématique, nous allons entamer une analyse des débats politiques concernant l'enseignement de l'histoire en Ontario et une analyse des documents ministériels qui ont été publiés autour de l'arrivée du nouveau programme-cadre au chapitre deux. Le troisième chapitre se concentrera sur la représentation des francophones du Canada dans les manuels approuvés pour le curriculum. Le quatrième chapitre suivra la même formule en abordant la représentation des peuples autochtones.

¹² Jean Philippe Croteau, *Histoire de l'éducation en Ontario français*, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 9 avril 2013, p. 22.

CHAPITRE 1

HISTORIOGRAPHIE ET PROBLÉMATIQUE

Avant de passer au bilan historiographique, prenons comme point de départ une contribution notable provenant du sociologue québécois Fernand Dumont. Son explication de ce que signifie le terme *représentation* offre un cadre théorique à notre étude. Les sociétés, selon Dumont, cherchent toutes à se donner des éléments de représentation,

un imaginaire à travers lequel elle se produit et qui, en particulier, désigne le groupe à lui-même distribue les entités et les rôles, exprime les besoins collectifs et les fins à réaliser. Les sociétés modernes, comme les sociétés sans écritures, produisent ces imaginaires sociaux, systèmes de représentations à travers lesquelles elles s'autodésignent, fixent symboliquement leurs normes et leurs valeurs.¹³

Partant de cela, notre étude cherche à identifier et à comprendre les représentations des peuples autochtones et des francophones du Canada dans les manuels scolaires approuvés par le MÉO. L'histoire et l'historiographie sont des éléments de mise en sens nécessaires pour une telle représentation symbolique. En effet, « [l]a conscience politique requiert l'historiographie, au point où l'apparition de l'une est concomitante de celle de l'autre¹⁴ ». Il s'agit au fait d'un des éléments de base de la « référence » que théorise Dumont, comme mentionné dans notre introduction. D'après le sociologue, la « référence » s'édifie en s'appuyant sur une historiographie, une littérature et une idéologie¹⁵. Dans son article « Essor et déclin du Canada français », il propose une vue d'ensemble de l'évolution des références des francophones canadiennes et du Québec pour expliquer les mutations depuis les années 1960. Pour l'Ontario français, Dumont affirme que la mémoire collective est liée étroitement avec le Québec, tout en

¹³ Pierre Ansart, *Idéologies, conflits, pouvoirs*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, p.21 dans Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, p. 393.

¹⁴ Fernand Dumont, p. 344.

¹⁵ *Ibid.*, p. 342-348.

soulignant une importante scission dans les éléments référentiels. Il souligne d'ailleurs à quel point l'école est une institution centrale pour les Franco-Ontariens. Dumont précise que « la lutte pour la survie du français en Ontario va se dérouler autour de l'école, bastion de la langue, mais aussi, croit-on, de toute la culture¹⁶ ». Voilà la racine de l'intérêt d'entamer une étude sur le matériel didactique fourni à ces écoles.

L'histoire de l'éducation en Ontario est un sujet qui a intéressé un bon nombre de chercheurs. L'analyse de Robert Stamp offre un portrait détaillé d'une période de 100 ans d'histoire des écoles en Ontario¹⁷. C'est, en effet, le siècle qui précède la réforme du programme en histoire de 1977. Il raconte l'histoire institutionnelle de l'école en Ontario en la liant avec diverses facettes de la société : l'économie, la politique et le social. Stamp compare les changements en éducation à une pendule. Il est d'avis qu'un changement significatif a eu lieu lors de la publication du rapport Hall-Dennis de 1968. Le rapport Hall-Dennis avait comme objectif d'innover en matière d'éducation et d'éloigner le système ontarien de la pédagogie traditionnelle pour mieux répondre aux exigences de l'économie et de la société des années 1960. Or, la révision du curriculum de 1977 représente un retour de la pendule vers une éducation davantage conservatrice : « *By 1976 it seemed time to return to the basic subjects and the more rigorous pedagogy that had characterized Ontario education for most the previous century*¹⁸ ». Le ministre de l'Éducation, Thomas Wells, avait mis sur pied la réforme des curriculums des matières considérées les plus centrales au cheminement académique des élèves de la province, notamment celui d'histoire.

¹⁶ Fernand Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *Recherches sociographiques*, vol. 38, n° 3 (1997), p.432.

¹⁷ Robert M. Stamp, *The Schools of Ontario, 1877-1976*, Ontario historical studies series, Toronto, University of Toronto Press, 1983, 293 p.

¹⁸ Stamp, p.248.

Sur le plan des réformes en éducation, l'étude proposée par l'historien Robert Gidney, pour la période de 1945 à 1998 est une référence incontournable. Gidney lie l'économie et la politique à l'éducation. Les thèmes principaux de *Hope to Harris: the Reshaping of Ontario's Schools* sont effectivement le financement des écoles, la gouvernance du système scolaire et le curriculum. Pour Gidney, le rapport Hall-Dennis a eu des impacts considérables sur la réforme des programmes-cadres. À la suite des recommandations du rapport, les curriculums visaient davantage un enseignement centré sur l'élève et sur son cheminement en tant que membre actif de la société. Par ailleurs, son chapitre *Broadening the Mandate* est particulièrement pertinent. Ici, l'auteur élabore sur les enjeux reliés à l'éducation des Franco-Ontariens, des Autochtones, des catholiques et des élèves ayant des besoins particuliers. Il met en lumière les demandes du public pour de meilleures ressources pour respecter la diversité culturelle et réduire les stéréotypes contre les groupes ethniques. Le gouvernement devait répondre à ces pressions et concevoir des ressources qui mettaient moins l'accent sur l'expérience anglo-canadienne, que sur la réalité multiculturelle du pays. Fait notable, le matériel pédagogique prenait également ses distances d'une vision selon laquelle les premiers peuples étaient des « sauvages ». Enfin, les écrits ne devaient plus évoquer des stéréotypes de genre. Gidney ne se prononce pas toutefois sur l'enseignement spécifique de l'histoire ni sur la représentation des minorités nationales dans les manuels scolaires.

En matière des études traitant l'éducation en français à travers du Canada, Micheal D. Behiels offre une analyse de l'histoire récente des droits scolaires¹⁹. Son étude couvre les années 1960 jusqu'au début des années 1990. Il remarque que des transformations importantes se sont

¹⁹ Michael D. Behiels, *La francophonie canadienne : renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2005, 432 p.

opérées dans la nature de l'enseignement en français en Ontario et à l'échelle du pays pendant les décennies 1970 et 1980. L'analyse qu'en fait l'historien confirme que, malgré les intentions d'Ottawa et la bonne volonté de certaines provinces, les luttes pour l'accès à l'éducation en langue française et pour sa gouvernance par les minorités francophones, notamment en Ontario, continuaient à provoquer d'importants conflits avant la création, en 1997, des conseils scolaires francophones en Ontario. Plus précisément, le régime de subvention à l'enseignement dans la langue de la minorité est d'un intérêt particulier. Behiels souligne qu'il y avait des sommes versées du fédéral aux provinces pour financer des projets spéciaux ayant comme but d'améliorer les écoles. Or, les communautés minoritaires francophones n'avaient aucun moyen de savoir comment les fonds ont été utilisés par les provinces. En regardant les listes des manuels approuvés par le gouvernement ontarien, nous savons que l'accès à des ressources pédagogiques et à du matériel scolaire produit en français posait un défi aux écoles franco-ontariennes. L'Ontario avait d'ailleurs opté pour des traductions de manuels de langue anglaise plutôt que la conception d'outils par et pour la minorité.

Une étude spécifique sur l'enseignement au secondaire en Ontario français révèle des explications sur les débats entourant ces écoles. Dans sa thèse de doctorat, Stéphane Lang cible l'époque de 1910 à 1968 et offre une synthèse du rôle des dirigeants de différents groupes de la communauté franco-ontarienne. Il souligne à quel point la question des écoles secondaires avait causé des divisions au sein de la communauté, en particulier autour de la professionnalité – ou non – de ces écoles. Il est évident que la mise en œuvre des écoles secondaires francophones en situation minoritaire fut un enjeu complexe qui a pris beaucoup de temps à se concrétiser, conséquence d'une diversité de points de vue sur la question. Son étude met en évidence le défi

d'offrir des ressources pédagogiques en français en nous donnant une prise de conscience du chemin si laborieux pour établir des écoles homogènes en Ontario français.

L'identité est d'ailleurs un thème central dans la sociologie des francophonies minoritaires. La contribution de Danielle Juteau Lee et de Jean Lapointe nous offre une première réflexion d'envergure sur la question en Ontario français. Leur texte publié en 1980 alimente la discussion sur le processus de mutation identitaire en milieu francophone minoritaire. Les auteurs abordent la transition de l'identité qu'a connue la francophonie en Ontario dans la modernité. « De canadiens-français qu'ils étaient, les francophones de l'Ontario sont en voie de devenir des Franco-Ontariens. Cette transition constitue un changement d'ordre subjectif qui se situe au niveau de l'appartenance et de l'identification²⁰. » Juteau Lee et Lapointe font aussi comprendre que les années soixante ont transformé de manière significative le terrain socioculturel canadien.

Joseph Yvon Thériault constate également que les années 1960 ont marqué l'identité des francophones au Canada. Il explique que c'est

au tournant des années 1960 que les nations canadienne-française et acadienne reconnaîtront dans toute son ampleur le caractère incontournable de l'État dans l'historicité des nations modernes. Ceci aura comme effet de fractionner le vieux Canada français en différents fragments qui dorénavant auront de plus en plus des destins différents²¹.

Thériault nous fait comprendre que l'État a remplacé l'Église, institution centrale du Canada français, pour diriger l'éducation. Cela a mené à la « provincialisation » de l'éducation. Par conséquent, chaque province a obtenu la liberté de concevoir ses programmes scolaires à sa

²⁰ Danielle Juteau Lee et Jean Lapointe, « Identité culturelle et identité structurelle dans l'Ontario francophone : analyse d'une transition », dans Alain Baudot *et al.* (dir), *Identité culturelle et francophonie dans les Amériques (III)*, Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1980, p.60.

²¹ Joseph Yvon Thériault, « L'institution en Ontario français », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 6, no 1 (automne 2005), p. 20.

façon. Chaque « fragment » du Canada français a été assujéti à une éducation construite par son État provincial respectif, fracassant ainsi l'unicité du projet national canadien-français initial. Plus spécifiquement, Thériault apporte une analyse importante à la situation en Ontario. D'après lui

[l]a francophonie ontarienne, [...] dispersée inégalement sur un vaste territoire, arrive difficilement à choisir entre la réalité nationale du Canada français, la complétude institutionnelle de l'Ontario français, et une réalité démographique qui tend dans les faits à l'assimiler à l'Ontario urbain, cosmopolite et multiculturel, donc à l'Ontario ethnique²².

Comme mentionné dans l'introduction, c'est Thériault qui propose d'identifier les Franco-Ontariens comme un groupement nationalitaire, puisqu'ils sont tiraillés entre la nation et l'ethnie. En ce qui concerne le domaine de l'éducation, le sociologue argumente que l'école en situation minoritaire au Canada fait face à des défis sévères et qu'elle a perdu le sens de son premier objectif de répondre à la nation canadienne-française. Son essai « De l'école de la nation aux écoles communautaires ou de l'école d'en haut à l'école d'en bas » est centré sur l'évolution historique du rôle de l'école qui, d'après lui, a passé d'une école œuvrant à compléter un projet national à une école communautaire étant un simple miroir de sa réalité immédiate. Son texte traite du rôle politique et identitaire de l'école. Le sociologue fournit un survol historique des écoles du Canada français pour montrer ce passage d'une école d'en-haut à une école d'en bas, qui a comme conséquence une plus profonde minorisation des francophones vivant en situation minoritaire. « En faisant de l'École minoritaire une simple école d'en bas, l'on est en train de multiplier les "petits Canada français", de réduire la culture francophone d'Amérique à une culture d'exiguïté, d'en faire littéralement une culture de minoritaire, une culture ethnique²³ ».

²² Joseph Yvon Thériault, « Entre ethnie et nation », p. 267.

²³ Joseph Yvon Thériault, « De l'école de la nation aux écoles communautaires ou de l'École d'en haut à l'école d'en bas », *Faire société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de parole, coll. « Agora », 2007, p.208-209.

Il argumente donc l'importance de ne pas perdre de vue le passé commun qui unit les francophones du Canada.

Ce propos nous amène à ce qu'en dit l'historiographie sur l'identité du Canada français. Michel Bock, historien de l'Université d'Ottawa, explique avec rigueur l'évolution de la place de la mémoire et de la référence au passé dans la construction identitaire du Canada français dans une étude publiée en 2008²⁴. C'est dans ce texte que nous pouvons mieux saisir la définition du projet national canadien-français, qui d'après lui, trouve son origine après les Rébellions de 1837-1838, plus particulièrement au lendemain de l'Acte d'Union de 1840. Bock précise en quoi consiste ce projet :

Entreprise de conservation, le projet national canadien-français, était fondé sur la foi en l'originalité d'une expérience historique commune ainsi que sur la nécessité de préserver et de transmettre une tradition culturelle et religieuse particulière et, de l'avis des promoteurs, unique en Amérique²⁵.

Ce texte nous indique aussi que certains moments marqueurs de l'histoire canadienne, tels que les guerres mondiales ont eu un impact sur le projet national. De plus, l'historien nous montre comment le projet national canadien-français a suscité et alimente encore des polémiques parmi les chercheurs.

Nous pouvons bien saisir ce débat en lisant les idées de l'historien Serge Miville. Dans un texte analysant les journaux en Ontario français, Miville fournit une synthèse critique des diverses postures épistémologiques sur la question identitaire du Canada français dans son introduction. L'auteur explique qu'il y avait pour longtemps, deux prises de position divergentes sur le sujet : les *rupturistes* et les *révisionnistes*. Pour les *rupturistes*, « l'année 1969

²⁴ Michel Bock, « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal, *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, 2008, p.161-204.

²⁵ *Ibid.*

marque ainsi le début d'un renouveau identitaire, d'une rupture profonde²⁶ ». Tandis que les *révisionnistes* « cherchent à libérer les francophones d'un lourd passé qui les empêcheraient de s'inscrire dans la modernité plurielle²⁷ ». Dit autrement, les deux courants reconnaissent de changements profonds après les années 1960's, mais les *révisionnistes* argumentent d'ailleurs la nécessité des francophones à s'éloigner des anciens objectifs et des anciennes traditions afin qu'ils puissent mieux s'intégrer dans une société cosmopolite. Miville explique l'arrivée d'un autre courant épistémologique sur la question identitaire. Cette troisième voie cherche à réinterpréter les idées des deux autres courants tout en tirant de nouvelles conclusions. Il donne l'exemple du travail de Fernand-Olivier Dorais qui a étudié en profondeur la pensée de Gaétan Gervais :

“cette troisième voie” ne postule pas que l'identité canadienne-française se manifeste de manière identique au fil des décennies qui ont suivi la rupture. Elle s'intéresse plutôt aux nombreuses composantes de l'identité franco-ontarienne, qui n'ont pas nécessairement rompu avec l'ensemble des éléments référentiels canadiens-français²⁸.

C'est justement ce que Miville propose en présentant les résultats de sa recherche. L'historien montre qu'il a bel et bien eu des preuves de la persistance de la référence canadienne-française. En particulier, plusieurs éditoriaux abordaient la thèse des deux peuples fondateurs dans leurs arguments. Le chercheur a fait l'analyse des journaux publiés entre 1969 et 1982, deux dates assez importantes du vécu des francophones minoritaires, celle de la *Loi sur les langues officielles* et celle de l'arrivée de la *Charte des droits et des libertés*. Les idées de Miville nous encouragent à poser des questions semblables sur les contenus des manuels scolaires. Les

²⁶ Serge Miville, « “Nous sommes un peuple fondateur et nous voulons être traités comme tel[s]” : la référence canadienne française dans la presse franco-ontarienne (1969-1982) », *MENS : revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol.18, no 1 (2017), p. 112.

²⁷ *Ibid.*, p. 112-113.

²⁸ *Ibid.*, p. 114.

références au projet national du Canada-français persistent-elles dans le matériel didactique offert aux jeunes franco-ontariens dans les années 1970 et 1980²⁹?

Considérons maintenant certains ouvrages clés de l'histoire des Premières nations, Métis et Inuits. Notre point de départ est le Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada³⁰. Ayant comme but de comprendre surtout l'histoire des pensionnats autochtones, les publications de la commission offrent, en effet, une histoire détaillée du Canada avant et après la colonisation européenne. Nous comprenons, grâce à ce rapport, le contexte impérialiste dans lequel est née l'idée d'ouvrir des pensionnats pour les enfants autochtones. Notamment que, les alliances puissantes entre les États européens et les églises chrétiennes ont résulté à un processus d'appropriation des terres des premiers peuples. Les États européens avaient pour objectifs d'étendre leur autorité et de stimuler leurs économies. Quant aux églises chrétiennes, ce sont leurs projets missionnaires qui les ont motivés à s'engager dans l'assimilation des Autochtones en Amérique du Nord. En ayant non seulement la volonté, mais aussi la capacité de coloniser, les États européens croyaient avec avidité dans leur supériorité morale et culturelle. Cette perception de supériorité a fait en sorte que, d'après les colonisateurs, les enfants autochtones ne pouvaient pas s'intégrer au système scolaire public. Le rapport nous montre aussi l'effritement lent des pensionnats autochtones, débutant dans les années 1940. Plus particulièrement, la modification de la *Loi sur les Indiens* en 1951 a conduit à des ententes entre

²⁹ Voir aussi Michel Bock, « Des Braises sous les cendres L'Ontario français et le projet national canadien-français au lendemain des États généraux (1969-1991) » dans Jean-François Laniel et Joseph- Yvon Thériault (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français. Continuités et ruptures d'un projet national*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2016, p. 167-231.

³⁰ La Commission de vérité et réconciliation du Canada a travaillé pendant six ans (de 2007 à 2015) pour entendre maints témoignages de survivants des pensionnats autochtones du pays. Suite à ce travail difficile, la commission a publié un rapport de 6 volumes. Nous consultons davantage le sommaire du rapport : Commission de vérité et réconciliation du Canada, *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir, Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*. 2016, 594 p.

le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux qui ont permis l'accueil des enfants issus des Premières Nations dans les écoles publiques. C'est dans le contexte de ce passage des élèves autochtones des écoles sous la responsabilité du gouvernement fédéral (dont plusieurs étaient administrées par une dénomination religieuse) aux écoles du réseau public provincial que les ressources pédagogiques ont nécessité l'attention des autorités provinciales.

Bryan Palmer, un historien marxiste, nous offre une perspective pertinente afin de mieux comprendre les enjeux des peuples autochtones du Canada pendant les années 1960. Son chapitre, « The Discovery of the Indian », dans *Canada's 1960's The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, montre comment l'identité nationale au Canada fut ébranlée par les revendications des Premières Nations. Palmer explique que les requêtes ont fait voir la marginalisation des Premières Nations, Métis et Inuits, une de plusieurs conséquences du système des pensionnats. Le premier ministre Pierre Elliott Trudeau réagit à ces enjeux identitaires en faisant paraître un *Livre blanc* sur la question autochtone en 1969. Sa posture est bien résumée dans cette citation de Trudeau : « *I don't think we should encourage the Indians to feel that their treaties should last forever so that they are able to receive their twine or gun powder. [...] They should become Canadians as all other Canadians [...]*³¹ ». Le projet du premier ministre a reçu un accueil mitigé. Certains membres des communautés autochtones voulaient effectivement s'intégrer à la mosaïque canadienne mais d'autres choisirent toutefois de continuer à revendiquer pour leur autonomie³².

Une réflexion plus spécifique sur le thème de l'éducation est fournie par Nicolas Sbarrato, un spécialiste en sciences de l'environnement. Son article sur l'éducation dans les

³¹ Brian D. Palmer, *Canada's 1960s: The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, University of Toronto Press, 2009, p.402.

³² *Ibid.* p.367-411.

communautés autochtones du Québec offre un survol historique de la création des pensionnats et de leurs conséquences sur l'organisation et la vie des Autochtones. Il fait voir que les impacts des pensionnats affectent encore les Premières Nations et que l'éducation est la voie la plus prometteuse vers la réconciliation. Il argumente que l'autonomie autochtone en matière d'éducation « ouvre de nouvelles possibilités d'innovation et de créativité³³ ». Nous pouvons donc constater que le dossier d'éducation des premiers peuples partout au Canada a une histoire épineuse et complexe.

Les études qui traitent des manuels scolaires canadiens sont nombreuses. En 1979, Sylvie Vincent et Bernard Arcand ont publié les résultats d'une enquête sur les manuels de plusieurs matières approuvés par le ministère de l'Éducation du Québec en 1976 et en 1977. Plus spécifiquement, leur but était d'analyser l'image de l'Autochtone dans les manuels et de faire état de l'idéologie nationaliste québécoise dans ces ouvrages. Les résultats de cette étude ont incité, à l'aube des années 1980, les chercheurs et les pédagogues à réfléchir aux stéréotypes véhiculés par les manuels scolaires. Ils arrivent à la conclusion que les auteurs des manuels véhiculaient une image primitiviste des Autochtones afin de justifier la colonisation française.

Pour faire comprendre notre histoire, il est essentiel d'affirmer que la colonisation de l'Amérique fut l'occasion d'un contact entre des sociétés et des cultures qui n'étaient pas seulement différentes, mais inégales. Les manuels ont besoin de dire que les Amérindiens étaient plus primitifs, moins avancés que les Européens pour ensuite justifier par le progrès les manipulations et les transformations des sociétés amérindiennes³⁴.

³³Nicolas Sbarato, « L'éducation dans les communautés autochtones au Québec. Du système d'écoles résidentielles à l'espoir contemporain ». *Globe*, vol. 8, n° 2 (2005), p.277.

³⁴ Sylvie Vincent et Bernard Arcand, *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec: ou, Comment les Québécois ne sont pas des sauvages*, Collection Cultures amérindiennes, Ville LaSalle, Québec: Hurtubise HMH, 1979, p.196.

L'étude nous offre un exemple d'une méthodologie d'analyse du contenu des manuels. Elle a aussi servi comme référence incontournable à plusieurs autres chercheurs intéressés aux manuels du Québec³⁵.

Le thème de l'identité nationale et des stéréotypes retrouvés dans les manuels scolaires est aussi abordé par José Igartua³⁶. Il montre comment certaines représentations des Canadiens français ont pris leurs racines dans les manuels rédigés par des auteurs anglo-canadiens. Ce travail nous fournit également un exemple de méthode d'analyse de vocabulaire pertinente pour notre étude. Igartua a classifié des attributs donnés aux Canadiens français en deux catégories : la connotation positive ou la connotation négative. Il poursuit son analyse dans son livre, montrant en quoi le manuel scolaire canadien a joué un rôle déterminant, avec d'autres médiums, sur la mutation de l'identité nationale canadienne entre les années 1945 et 1971, passant d'une identité axée sur la britannicité du Canada vers une qui valorise le multiculturalisme. En plus des manuels, nous pouvons apprendre au sujet des programmes scolaires et leurs liens avec certains manuels. L'historien offre une analyse détaillée de deux éditions du manuel *Building the Canadian Nation* par George W. Brown. Une version publiée en 1942 et une autre en 1958. Ce manuel ontarien fut utilisé dans plusieurs autres provinces. Aucune étude n'a encore exploré ces thèmes dans les manuels scolaires utilisés dans les écoles franco-ontariennes.

³⁵ Voir les exemples suivants : Aubin, Paul (dir.). *300 ans de manuels scolaires au Québec*. Montréal, BANQ et PUL, 2006, 184 p.; Caritey, Christophe, « Manuels scolaires et mémoire historique au Québec. Questions de méthodes ». *Histoire de l'éducation*, no 58, 1993. Manuels scolaires, États et sociétés. XIXe-XXe siècles. pp.137-164; Forget, Danielle et Boriana Panayotova, « La diversité culturelle telle que racontée par les manuels scolaires d'histoire du Québec et du Canada », *Globe*, vol. 6, n° 2 (2003), p. 99–122; Dagenais, Michèle, et Christian Laville, « Le naufrage du projet de programme d'histoire « nationale » : retour sur une occasion manquée accompagné de considérations sur l'éducation historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 60, n° 4 (2007), p. 517–550; Jocelyn Létourneau, « "Nous Autres Les Québécois" La Voix Des Manuels d'histoire » *Internationale Schulbuchforschung* 18, n° 3 (1996), p. 269-87; Bories-Sawala, Helga E, « Quelle place pour l'histoire autochtone dans l'enseignement scolaire au Québec? », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 35 (2015), p. 136-153.

³⁶ José Igartua, « The Genealogy of Stereotypes: French Canadians in Two English-language Canadian History Textbooks », *Journal of Canadian Studies*, vol. 42, no 3 (automne 2008), p. 106-132 et José Igartua, *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press, 2008, 277 p.

Avant de préciser notre problématique, venons maintenant à comprendre le contexte historique de notre étude. Les francophones de l'Ontario connaissent des agitations culturelles et politiques durant les années 1960 et 1970. Pendant ce temps, l'Ontario adopte les lois 140 et 141, en 1968. Ces lois permettaient la création des écoles secondaires publiques de langue française financées par l'État. Cependant, ces lois n'ont pas empêché l'éclatement de crises scolaires un peu partout en Ontario. En effet, trois importantes crises scolaires franco-ontariennes précèdent la réforme du curriculum d'histoire : celles de Sturgeon Falls en 1971, de Cornwall en 1973 et de Windsor-Essex en 1975³⁷. La réforme du programme d'histoire de 1977 s'inscrit donc dans un contexte de luttes politiques et scolaires en milieu franco-ontarien.

Les peuples autochtones du pays connaissent également des bouleversements durant les mêmes années. Premièrement, la période est marquée par le déclin du système des pensionnats. À partir des années 1960, certaines écoles résidentielles ferment leurs portes, éprouvant des crises financières et des conditions de travail intolérables pour les travailleurs et, surtout, pour les pensionnaires. De plus, le réseau faisait l'objet de contestation de la part des familles autochtones ayant perdu leurs enfants dont les témoignages bouleversants ont formé les bases de la Commission de vérité et réconciliation. Inspirés du mouvement *Black Power* des États-Unis, qui militait fermement pour l'équité et l'autosuffisance des Afro-Américains, plusieurs Premières Nations, Métis et Inuits militaient pour la reconnaissance de leurs droits ancestraux, le respect des traités et l'autonomie dans le cadre du mouvement *Red Power*. Plusieurs membres des Premières Nations cherchaient à dénoncer l'impact néfaste du colonialisme sur leur

³⁷ Pour un bref exposé des luttes scolaires en Ontario après les années 1960, le livre dirigé par Guy Gaudreau racontant l'histoire du drapeau franco-ontarien est utile. Gaudreau, Guy (dir.), *Le drapeau franco-ontarien*, ACFO du grand Sudbury/Prise de Parole, Sudbury, 2005, 132p. Voir aussi Gaétan Gervais et Michel Bock, *L'Ontario français : des Pays-d'en-Haut à nos jours*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 2004, 272 p.

condition de vie et sur leur identité³⁸. Soulignons ainsi que, avec la fermeture graduelle des pensionnats, un nombre grandissant d'élèves autochtones se trouvait dans les écoles publiques pendant les années 1970.

Les revendications des francophones et des peuples autochtones se formulaient dans le contexte d'une profonde mutation référentielle au Canada. De fait, pendant la même décennie de la réforme du curriculum qui fait objet de notre étude, une politique officielle de multiculturalisme au Canada fut adoptée par le premier ministre Pierre Trudeau en 1971. Dans son introduction, le curriculum de 1977 annonce qu'il avait pour but d'« apprécier l'apport des hommes et des femmes de tout âge et de toute condition à l'essor de notre pays » et de « prendre conscience de certaines valeurs et d'autres valeurs possibles³⁹». Son engagement vers la représentation de la diversité canadienne détonnait donc avec les anciennes prescriptions voulant que le pays soit d'abord et avant tout une société britannique ou même biculturelle. L'analyse du contenu du curriculum permettra d'identifier les valeurs que l'État ontarien désirait transmettre à ses élèves par son programme et par les manuels approuvés.

Nous reconnaissons la nature politique de l'enseignement de l'histoire dont le contenu évolue en raison du rapport de force des groupes en place : « Dans les démocraties, une telle "histoire officielle" découle de débats publics auxquels les milieux professionnels académiques contribuent autant que les divers groupes de la société avec leur mémoire propre et leurs visions d'avenir divergentes⁴⁰. » Or, nous tentons de répondre à la question suivante : quelle place occupent la francophonie canadienne, l'Ontario français et les peuples autochtones dans les

³⁸ Brian Palmer, « The "Discovery" of the Indian ».

³⁹ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Programme-cadre Cycle intermédiaire Histoire*, 1977, Toronto, p.6.

⁴⁰ Helga E. Bories-Sawala, « Quelle place pour l'histoire autochtone dans l'enseignement scolaire au Québec ? », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 35 (2015), p. 138.

manuels d'histoire de langue française approuvés par le ministère de l'Éducation de l'Ontario entre 1977 et 1985? En analysant les manuels scolaires comme des éléments de littérature d'historiographie, deux éléments clés qui composent la référence nationale telle que décrite par Fernand Dumont, nous nous demandons si l'« historicité » de ces minorités nationales est mise de l'avant. Leurs récits autonomes sont-ils avancés? Ou ces groupes sont-ils plutôt « intégrés » dans un récit canadien renouvelé à saveur multiculturelle? Les francophones et les peuples autochtones fondent-ils dans la mosaïque ou maintiennent-ils un statut particulier dans le récit de la majorité?

Notre première source est la publication annuelle du gouvernement, la Circulaire 14⁴¹. Ce document fournissait aux conseils scolaires une liste des manuels approuvés pour tous les niveaux (jardin à la 12^e année) et pour toutes les matières. Nous nous sommes limités à la liste intermédiaire puisqu'elle inclut le cours obligatoire de 9^e ou de 10^e année au secondaire. Bien sûr, nous reconnaissons que les manuels pour les élèves plus âgés abordaient aussi des thèmes liés à l'identité. Nous constatons assez rapidement le nombre inférieur de ressources disponibles en français. La liste pour la période retenue est très dynamique. Plusieurs livres s'ajoutent ou sont supprimés de la circulaire au fil des ans. Pour cette raison, nous avons établi les critères suivants afin de circonscrire notre corpus : le manuel doit être un ouvrage général, être disponible en français et doit avoir persisté pendant au moins 50 % du programme (5 ans). Nous incluons également l'analyse des manuels publiés par des auteurs franco-ontariens, peu importe leur durée dans le programme. Ceci nous permettra de les comparer aux manuels traduits de l'anglais et aux manuels provenant du Québec. Notons que malgré un accès amélioré durant les années 1970 à l'éducation en français en Ontario, il avait seulement trois auteurs franco-

⁴¹ Le ministère de l'Éducation a publié la *Circulaire 14* entre 1887 et 1996.

ontariens qui figuraient dans la liste de manuels approuvés. La Circulaire 14 et les manuels qu'elle contient sont donc nos sources primaires. Comme l'expliquent Danielle Forget et Boriana Panayotova, les manuels offrent une vitrine sur l'idéologie et la référence que cherche promouvoir l'État : « cet intérêt pour la littérature scolaire s'explique par le fait que, supervisé plus ou moins étroitement par l'État, le manuel doit reproduire la “version autorisée des traditions culturelles de son pays”, c'est-à-dire re-présenter le récit de l'histoire officielle⁴². »

En plus des manuels, nous analyserons le programme-cadre et certains guides pédagogiques. En effet, pour la première fois, le MEO fournissait des guides bilingues qui accompagnaient le programme-cadre d'histoire. Il a aussi publié, en 1977, des guides plus détaillés concernant les Autochtones du Canada destinés aux enseignants. Enfin, nous analyserons les journaux de débats de la législature de l'Ontario (*Hansard*) afin de saisir les implications politiques entourant l'avènement de la réforme du programme d'histoire en 1977.

⁴² Danielle Forget et Boriana Panayotova, « La diversité culturelle telle que racontée par les manuels scolaires d'histoire du Québec et du Canada », *Globe*, vol. 6, no 2 (2003), p. 100.

CHAPITRE 2

LE PROGRAMME D'HISTOIRE DE 1977

La révision des programmes scolaires est un processus qu'initie périodiquement le gouvernement de l'Ontario. D'ailleurs, ces réformes en éducation font également l'objet de pressions de divers acteurs de la société. Parmi ces acteurs se figurent les chercheurs et les professeurs universitaires. Notons une croissance importante des recherches dans le domaine de la pédagogie pendant les années 1960 et 1970 au Canada. Dans une étude sur la formation des enseignants et enseignantes au Québec, Julien Prud'homme note une hausse du corps professoral dans les facultés d'éducation de la province et de leur influence auprès des commissions scolaires. « Pendant les années 1970, des chercheurs universitaires en pédagogie [...] commencent à peser lourd sur la rédaction des programmes et la définition d'une certaine orthodoxie pédagogique [...] »⁴³. Un phénomène similaire semble s'opérer en Ontario si on s'en tient à la création de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO)/l'Ontario Institute for Studies in Education (OISE), en 1965. A.B Hodgetts, professeur d'histoire au *Trinity College School*, a collaboré avec l'IEPO afin de publier une étude sur l'éducation civique au Canada. Hodgetts entreprit une enquête exhaustive afin de faire l'analyse de l'enseignement des études canadiennes⁴⁴. Il a fait ressortir certaines lacunes dans les systèmes scolaires telles que la carence des enseignants et enseignantes face à l'enseignement de l'histoire, la dualité entre les Canadiens

⁴³ Julien Prud'homme, « Réformer l'enseignement et réformer les maîtres : la transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006 », *Bulletin d'histoire politique*, volume 15, numéro 2 (hiver 2007), p. 189.

⁴⁴ Le projet qui a encadré cette étude s'appelait le *Projet de l'Histoire Nationale* et la publication du projet est sous le titre de : Hodgetts, A. B. *Quelle culture ? Quel héritage ? Une étude de l'éducation civique au Canada*. Toronto : l'Institut d'études pédagogiques, 1968. 139 p. Le projet était financé par de nombreuses sources privées. Une variété d'approches pour recueillir des données ont été utilisées auprès de 10 000 élèves dans 247 écoles au travers du pays. L'étude a mené à création du *Canadian Studies Foundation* en 1970 qui avait le mandat, parmi d'autres, de produire du matériel didactique.

anglais et les Canadiens français, qui serait exacerbée par le milieu scolaire, et l'absence des ressources pédagogiques à jour. Afin de mieux comprendre l'étude de Hodgetts, nous devons reculer à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme communément nommée la Commission Laurendeau-Dunton (1963-1969). Notons que cette commission a conduit à l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* (1969) et à la création de la politique sur le multiculturalisme du pays. André Laurendeau avait partagé ses idées sur le débat portant sur l'utilisation d'un manuel unique ou non pour tout le Canada dans la revue *L'action nationale* en 1950. Il avait affirmé que « la population déplorait le fait que deux histoires étaient enseignées, mais également que ces histoires étaient remplies de clichés et d'idées préconçues⁴⁵ ». Dans son travail comme commissaire, Laurendeau a recommandé, à la fin des années 1960, des réformes en matière d'éducation en français. Les résultats des enquêtes entamées par la commission ont alors encouragé les chercheurs tels que Hodgetts à s'intéresser à la question de l'enseignement de l'histoire et du civisme au Canada.

Tenant compte d'un rapport de la Commission Laurendeau-Dunton qui a traité spécifiquement de la question des manuels scolaires. Marcel Trudel et Geneviève Jain, des professeurs d'histoire, ont fait l'analyse de quatorze manuels de la cinquième année jusqu'à la treizième année. En utilisant une approche comparative entre les manuels de langue française et les manuels de langue anglaise, ils ont dévoilé des différences assez évidentes. Par exemple, les manuels en français exposaient davantage l'histoire du Québec, bien qu'ils soient souvent utilisés dans d'autres provinces ayant des écoles bilingues ou francophones. Trudel et Jain avaient craint que les différences entre les manuels en français et en anglais élargissent le fossé

⁴⁵ André Larendeau, « Pour ou contre le manuel unique d'histoire au Canada », *L'action nationale*, volume 35, numéro 5, p.348 dans Lanoix, Alexandre. *Historica et compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*. Montréal: Lux, 2007, p.46.

entre les deux groupes linguistiques. C'est la raison pour laquelle une de leurs recommandations encourageait la création d'un manuel unique pour tout le pays. Ce manuel devait insister sur une conformité entre les francophones et les anglophones. « Il faudrait donc, pour rédiger un même manuel, une seule équipe composée d'historiens anglais et d'historiens français⁴⁶ ». Cette recommandation a conduit à la publication du manuel *Canada Unity in Diversity/Canada Unité et diversité* en 1967. D'après l'analyse des Circulaires 14 du MÉO, nous savons que ce manuel n'a pas perduré jusqu'au moment de l'arrivée du programme de 1977. Toutefois, il aurait possiblement influencé les autres auteurs de manuels scolaires publiés par la suite.

Un autre acteur qui a exercé des pressions sur les gouvernements provinciaux est le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC). Créé en 1967, ce conseil a encore aujourd'hui pour objectif de proposer un front commun des provinces en matière d'éducation auprès du gouvernement fédéral et de faciliter la collaboration entre les provinces. Norman B. Massey, un conseiller en programmes du CMEC, publia *L'image du Canada dans les écoles canadiennes* en septembre 1971. Ce rapport bilingue est le résultat d'une enquête menée dans de nombreuses écoles du pays. Les questions principales étaient centrées sur l'enseignement des enjeux canadiens dans les écoles.

Au cours de leurs activités scolaires, nos étudiants peuvent-ils acquérir une connaissance du Canada contemporain et saisir les événements canadiens dans toute leur complexité? Apprennent-ils à connaître et à apprécier leurs compatriotes? Certains éducateurs ont demandé si les manuels scolaires ou autres auxiliaires pédagogiques répondaient aux besoins du jour⁴⁷.

⁴⁶ Marcel Trudel et Geneviève Jain. *L'histoire du Canada - Enquête sur les manuels*. Études de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ottawa : l'Imprimeur de la Reine à Ottawa, 1969, p.127.

⁴⁷ Norman B. Massey, *L'image du Canada dans les écoles canadiennes*, Conseil des ministres de l'Éducation, Toronto, Septembre 1971, p.1.

Après avoir passé des entrevues avec des élèves, des enseignants et des administrateurs, Massey a saisi divers aspects du milieu scolaire canadien et a remarqué une reconnaissance de l'importance des cours d'histoire et de géographie. D'après un de ses sondages, ces matières offraient aux jeunes une occasion de mieux connaître leur pays. De plus, il a proposé une série de recommandations aux provinces dans son rapport. Pour améliorer les programmes, il suggère la création de ressources pédagogiques additionnelles: manuels, œuvres littéraires, unités d'apprentissages et trousseaux multimédias. Pour résumer, nous avons constaté que les années 1960 et 1970 suscité un intérêt profond sur les ressources pédagogiques reliées à l'enseignement des enjeux canadiens. Naturellement, les discussions se sont transposées dans les débats politiques ontariens.

Les journaux des débats de la législature de l'Ontario révèlent certaines préoccupations des citoyens et citoyennes concernant l'éducation de la jeunesse. Puisque nous examinons le matériel scolaire offert aux élèves franco-ontariens, les propos du député libéral d'Ottawa-est, Albert Roy, sont pertinents. Le 20 mars 1975, Roy soulève l'absence de traces des dépenses des fonds provenant du gouvernement fédéral destinés à l'éducation en français. Cela vient confirmer ce que révèle Behiels dans son étude. Roy affirme dans la législature que :

Dans notre éducation française ici, on manque de textes français pour nous les Franco-Ontariens, que ce soit en histoire, en mathématiques, surtout si on insiste pour avoir des textes canadiens. [Les montants donnés] par le Fédéral ne vont pas spécifiquement pour l'éducation en français, je crois que c'est une lacune pour nous et je crois qu'on devrait avoir du gouvernement provincial une idée de la façon cet argent est employé⁴⁸.

Roy soulève aussi des propos importants concernant l'enseignement de l'histoire aux jeunes franco-ontariens.

⁴⁸ Législature de l'Ontario, *Débats*, (20 mars 1975).

The problem is that in the area of French-language education, one of the biggest drawbacks [...] is that one needs adequate textbooks in French. [...] If one is learning history of this province, the history of certain people in this province, be they English or the French, is different from that in the history books in Québec. If one is a Franco-Ontarian, one would like to know the history of this province, Ontario. This is not to the exclusion of the history of French-Canadians in Québec, but Franco-Ontarians are people who live in this province and are proud to live in this province and want to know the history of this province⁴⁹.

L'intervention révèle l'importance pour Roy, de développer un récit historique franco-ontarien.

Le député avait donc semé une réflexion importante sur la nature de l'histoire transmise dans les écoles franco-ontariennes. Devrait-elle être identique ou non à l'histoire transmise dans les écoles anglophones⁵⁰?

Cette même année, la révision des curriculums était abordée à l'Assemblée législative. Lors de la présentation du budget et des dépenses prévues par le MÉO, Thomas Wells, ministre de l'Éducation, a discuté de la programmation dans les écoles. Il a soulevé le tiraillement qui existait autour de l'autonomie des conseils scolaires et des lignes directrices parvenant du gouvernement. D'un côté, les conseils scolaires et les écoles appréciaient avoir une certaine autonomie sur la conception de leurs programmes afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de leur communauté. D'un autre côté, les citoyens et citoyennes contestaient la qualité de l'éducation en Ontario sachant que les standards variaient d'une école à une autre. Afin de présenter une solution à ce conflit, Wells expliqua que le changement apporté au document H.S. 1, le guide ministériel détaillant la reconnaissance des acquis pour l'obtention

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ La question sur l'histoire des Franco-Ontariens auprès des élèves anglophones fait récemment objet de discussions dans la province. Voir Michel Bolduc et Annie Poulin, « L'histoire des Franco-Ontariens absente des manuels scolaires anglophones », *Radio-Canada*, 6 septembre 2017, [En ligne] <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1053270/histoire-franco-ontarienne-ecole-anglophone>. (Page consultée le 15 juillet 2021) et Benjamin Vachet, « L'histoire franco-ontarienne toujours négligée dans les écoles anglophones », *ONFR+*, 9 décembre 2020, [En ligne] <https://onfr.tfo.org/lhistoire-franco-ontarienne-toujours-negligee-dans-les-ecoles-anglophones/>. (Page consultée le 15 juillet 2021).

du diplôme d'études secondaires, rectifie le problème. Ce changement était publié dans un mémorandum en 1972 afin d'imposer des modifications aux programmes de 1975. Le changement était de rendre deux cours d'études canadiennes (histoire ou géographie) obligatoires dans la première année du secondaire afin d'être éligible pour obtenir un diplôme. Le ministre Wells expliquait son motif derrière ce changement :

In these days of world turmoil and uncertainty, it is of great and increasing importance that our young people come to appreciate and understand this country of ours – Canada – its culture – its heritage, and its national identity – and to have confidence in our unique place and status in the community of nations⁵¹.

Wells a voulu reconnaître les impacts survenus après les grands changements sociaux suivant les années 1960. Le mémorandum fournit une liste de références. Ces références incluent des manuels figurant déjà dans la Circulaire 14 et une dizaine d'études incluant celle de Hodgetts et celle de Massey.

Au cours de cette même session, un membre du Nouveau parti démocratique, Michael Cassidy d'Ottawa, questionne Wells sur les manuels scolaires en français. Il soulève le problème de l'utilisation des manuels en anglais faute de ne pas avoir assez de choix de manuels en français.

There is a serious absence of curricula for French high school students in the province, and after eight or nine years of publicly-supported secondary education in French, there is also a serious absence of adequate French textbooks. For example, in the Ottawa area their entire mathematics programme from grade 9 to grade 13 in certain cases is taught with English textbooks in French high schools, and clearly that shouldn't be. [...] It's not possible to use textbooks developed from Québec because the curricula there differ⁵².

⁵¹ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Canadian Studies – a Supplement to H.S.I, 1974-1976 and 1976-1977*, 1972, p.1.

⁵² Législature de l'Ontario, *Débats*, (4 novembre 1975).

Cassidy avait raison d'insister sur l'importance de tenir compte des différents curriculums entre les provinces avant de faire l'achat des manuels québécois, que nous allons voir dans notre prochain chapitre. Comme l'a fait Albert Roy, Michael Cassidy demande des clarifications sur les dépenses des fonds du gouvernement fédéral destinés aux ressources en français. De son côté, Wells préférait souligner ses efforts pour appuyer des maisons d'éditions canadiennes. Le ministre de l'Éducation n'a pas traité directement de la question des ressources en français spécifiquement conçues pour les Franco-Ontariens avant que le débat ait avancé sur d'autres sujets. Mentionnons que d'autres débats subséquents ont abordé des sujets pertinents à notre étude tels que l'enseignement de l'histoire canadienne, le racisme dans les écoles et encore les ressources en français. Mais, nous avons voulu surtout faire le point sur ceux qui ont influencé la rédaction du programme-cadre. Les débats qui ont eu lieu après 1977 auraient donc eu des impacts sur le curriculum suivant, celui de 1986.

De toute évidence, de nombreux facteurs comme les recherches du domaine de la pédagogie et la voix des députés ont pesé sur la rédaction du nouveau curriculum en histoire du cycle intermédiaire (7^e à la 10^e année) en 1977. Identifions alors les faits saillants de ce programme-cadre. Les auteurs du curriculum affirment que l'élève a maintenant l'âge approprié pour véritablement interpréter et apprécier la matière. « Le cycle intermédiaire offre à l'élève sa première chance d'aborder l'étude proprement dite de l'histoire⁵³ ». Le document a une courte introduction, un message concernant l'élève et son programme, onze objectifs généraux, un programme pour les 7^e et 8^e années et un programme pour les 9^e et 10^e années. L'élève ne devait pas suivre deux cours d'histoire en 9^e et 10^e (il pouvait choisir un cours de géographie en 10^e année au lieu). Si l'élève optait pour suivre seulement un cours d'histoire, il devait s'inscrire au

⁵³ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Programme-cadre Cycle intermédiaire Histoire*, 1977, Toronto, p.3.

cours intitulé *Les Canadiens d'aujourd'hui et la situation mondiale* et non le cours intitulé *Patrimoine multiculturel des Canadiens*. C'est seulement dans ce cours optionnel que nous trouvons un élément de l'histoire des peuples autochtones du pays. De plus, nous constatons que l'étude du multiculturalisme faisait partie du cours facultatif. Il y a ici un écart important avec les lignes directrices du programme-cadre : « L'adolescent est préoccupé par son identité personnelle, sa situation dans son milieu immédiat et dans le monde en général. [...] Il a besoin également de connaître des attitudes et des comportements variés. C'est dire que l'unité d'étude devrait traiter de personnes et de situations diverses⁵⁴. » En plus, cela ne concorde pas avec le 5^e objectif principal du programme de « bien saisir les qualités fondamentales de la vie humaine : justice, évolution, diversité, ordre, individualité, bien commun, valeur personnelle, souci des autres, noblesse du travail, tradition, culture⁵⁵ ». Les élèves autochtones et les élèves issus de l'immigration non française et non anglaise n'étaient pas nécessairement exposés à l'histoire de leur communautés culturelle dans les cours obligatoires du MÉO.

Les deux programmes contiennent une justification, des objectifs généraux et des éléments essentiels. En regardant au tableau de synthèse du programme de deux ans de la 7 et 8^e année, le MÉO a choisi d'enseigner l'histoire du Canada débutant avec la colonisation européenne comme point de départ. Il exclut donc l'idée de décrire le vécu des peuples qui habitaient les terres canadiennes avant le 16^e siècle. Les éléments essentiels du programme de deux ans incluent: « les peuples fondateurs du Canada, la vie en Nouvelle-France, la vie dans le Haut-Canada, avance vers l'Ouest, les Loyalistes du Royaume-Uni et Révolution américaine, les Rébellions : 1837, Haut- et Bas-Canada; 1870 et 1885, Territoires du Nord-Ouest, Confédération,

⁵⁴ *Ibid.*, p.4.

⁵⁵ *Ibid.*, p.7

les réformes sociales : le syndicalisme, et le vote féminin⁵⁶ ». Le cours obligatoire de la 9^e année se concentre sur la scène politique contemporaine et sur l'actualité. Les concepts de la démocratie, des lois et règlements et de la citoyenneté font partie des éléments essentiels. Le cours facultatif de la 9^e ou de la 10^e année est centré sur la culture. L'élève est invité à connaître plusieurs groupes ethniques du pays. À la fin du curriculum, se retrouvent des conseils aux enseignants à l'égard de la préparation des cours et par rapport à l'évaluation du rendement de l'élève. Un conseil est de consulter une variété de ressources afin de bâtir les activités du cours, incluant les guides conçus par le MÉO.

Le curriculum de 1977 est le premier à être accompagné de guides pédagogiques intitulés *Suggestions aux enseignants*. Les quatorze guides abordent des thèmes qui s'alignent avec les éléments essentiels des programmes. Ces guides fournissent plus de détails spécifiques concernant la matière transmise dans les salles de classe. La structure des guides varie selon le thème, mais chacun présente essentiellement des suggestions d'approches et des stratégies pour livrer la matière, en plus de contenir une liste de ressources. Les auteurs des guides proviennent de différents milieux. Par exemple, le premier guide de la thématique sur l'actualité a été rédigé par quatre collaborateurs incluant des directeurs d'école et de programmes et des enseignants. Certains auteurs ont contribué à plus qu'un guide. Notons aussi que seulement trois guides indiquent qu'ils sont une adaptation du guide anglophone et que seulement un guide regroupe entièrement des auteurs francophones issus d'un milieu de travail francophone. Nous supposons alors que les autres guides étaient des traductions sans que ce soit indiqué explicitement.

Le deuxième guide, *Rébellions*, retient particulièrement notre attention. Il est centré sur des conflits majeurs de l'histoire canadienne. Ayant fait l'analyse du curriculum ontarien et des

⁵⁶ *Ibid.*, p. 8.

manuels scolaires utilisés dans les années 1950, José Igartua affirme que le curriculum ontarien des années 1950 évitait d'aborder des conflits majeurs : « *Apart from some unfortunate political tensions, Canadian history, in the perspective of the Ontario curriculum, was a conflict-free progression from colony to nation within the comfortable orb of the British Empire*⁵⁷ ». Nous constatons alors une rupture assez significative avec le programme de 1977, car le guide *Rébellion* est centré sur les conflits. Les objectifs principaux des activités retrouvées dans le guide demandent à l'élève de réfléchir aux méthodes qui permettent de résoudre un conflit, aux différents points de vue d'un conflit et aux conséquences d'un conflit politique⁵⁸. En dépit de cette évolution dans la façon d'aborder les moments plus tendus de l'histoire canadienne, nous identifions une subjectivité pro-britannique dans le guide, et ce malgré les résultats de l'enquête de Trudel et Jain qui avaient encouragé le MÉO à équilibrer les perspectives canadienne-française et britannique dans les ressources pédagogiques. Par exemple, une question dans ce guide sous-tend une certaine appréciation pour Lord Durham, l'homme politique anglais qui avait agi comme gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique au lendemain des Rébellions. Une activité demande à l'élève de : « Montrer l'efficacité avec laquelle les recommandations de Durham s'attaquaient aux causes de la rébellion de 1837⁵⁹ ». Aucune réflexion portant sur le projet assimilationniste de Durham se trouve dans le guide. Signalons que les auteurs de ce document sont des employés d'institutions anglophones. Bien qu'il existe une version française, il n'est pas clairement indiqué que ce guide fut traduit comme c'est le cas pour certains autres guides.

⁵⁷ José Igartua, *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada*, p.72.

⁵⁸ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Suggestions aux enseignants – Rébellions*, 1977, p.2.

⁵⁹ *Ibid.*, p.5

D'autres documents de cette collection présentent de manière intéressante les francophones du Canada et les peuples autochtones. *Patrimoine multiculturel des Canadiens* reflète un virage dans la conception d'une identité culturelle : celui d'une identité biculturelle à une identité multiculturelle en Ontario. Cependant, ce document est associé au cours facultatif du programme-cadre, ce qui nous signale que le MÉO n'était pas tout à fait prêt à délaisser complètement une histoire centrée sur les contributions des Français et des Britanniques pour une histoire axée sur la mosaïque canadienne. Ce guide présente trois approches de ce thème par trois groupes d'auteurs différents. La première approche est divisée par vagues d'immigrations. Les auteurs précisent que « le Canada est un pays composé d'immigrants ou de leurs descendants⁶⁰ ». L'introduction, l'unité 1, assure d'abord que l'élève comprend que plusieurs vagues d'immigrations ont formé la nation canadienne. L'unité 2, *Populations indigènes du Canada*, montre aux élèves les influences des premiers peuples sur la vie canadienne. « Leur conception de la nature a influé sur notre attitude actuelle à l'égard des ressources naturelles⁶¹ », suggère-t-il. Curieusement, le terme « indigène » est utilisé ici, mais le terme autochtone est utilisé plus tard dans le guide. L'unité suivante, *Les Français*, cherche à illustrer la vie en Nouvelle-France. D'après le guide, la Nouvelle-France était un miroir des institutions et du mode de vie en France sous Louis XIV⁶². L'unité 4 et l'unité 5 sont centrées sur les immigrants britanniques depuis la Conquête jusqu'au milieu du 19^e siècle. Ici, le guide présente la première immigration massive au Canada. La dernière unité indique à l'élève qu'entre 1896 et 1914 que « [l]a deuxième vague d'immigration au Canada fut constituée d'un grand nombre de groupes

⁶⁰ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Suggestions aux enseignants – Patrimoine multiculturel des Canadiens*, 1977, p.2.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

ethniques⁶³ ». Cette première approche met sur un pied d'égalité tous les groupes ayant immigré au Canada, ne donnant une plus grande importance ni aux Autochtones, ni aux Français ni aux Britanniques. Alors, nous pouvons conclure que cette partie du guide préconise que les cultures francophones et autochtones se fondent dans la mosaïque canadienne.

La deuxième approche du guide *Patrimoine multiculturel des Canadiens* véhicule des idées un peu différentes. Cette approche est axée sur la collectivité locale de l'élève et propose un projet de recherche guidé par l'enseignant. Les auteurs ne définissent pas explicitement le concept de la nation canadienne. Toutefois, certaines des réflexions proposées aux élèves sous-entendent que ce sont les Anglais et les Français qui sont les Canadiens qui ont accueilli les autres immigrants. Par exemple, une activité demande : « Certains groupes prennent-ils plus facilement la nationalité canadienne que d'autres? Certains groupes hésitent-ils à abandonner leur nationalité? Quels sont les groupes qui s'engagent le plus facilement dans la vie publique? ». Nous constatons donc que les deux approches véhiculent différents concepts de la formation de la nation canadienne. Le choix de l'approche à entreprendre était laissé à l'enseignant.

Le guide sur la thématique des relations canado-américaines aborde des questions liées à la culture et à l'identité. Le but est de faire réfléchir au sujet des influences américaines sur la culture canadienne. Nous trouvons plusieurs activités qui traitent du Canada français, mais pas de mention des peuples autochtones. Quelques ressources sur l'Ontario français sont recommandées⁶⁴, mais aucune activité ne se réfère spécifiquement aux francophones de

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Le guide suggérait à consulter les rubans magnétoscopiques suivants : *Le bilan de la vie culturelle franco-ontarienne*. 30 mn. Toronto, O.T.E.O, Numéro de catalogue : BPN 153304 et *La loi 101 et les Franco-Ontariens*. 30 mn. Toronto, O.T.E.O, Numéro de catalogue : BPN 153340.

l'Ontario. Les questions de discussions visaient à pousser les élèves à avoir de bonnes réflexions sur leur vécu au Canada. Par exemple :

En plus de la culture canadienne-française, existe-t-il une culture canadienne? ;

La préoccupation actuelle des Canadiens de langue anglaise de se découvrir une identité culturelle propre est-elle récente? ;

La culture canadienne-française est-elle en danger face à l'influence américaine? ;
Qu'ont fait les gouvernements fédéral et provinciaux pour favoriser le maintien des deux identités culturelles française et anglaise au Canada?⁶⁵

Ces questions montrent un éloignement d'une histoire davantage traditionnelle qui se concentrait uniquement sur les exploits politiques du pays. Nous pouvons constater un grand intérêt envers l'aspect culturel du Canada et une tendance à toujours définir le Canada comme un pays bilingue et biculturel. Finalement, notons que la référence au vieux projet du Canada français persiste dans ce guide.

Les peuples autochtones sont seulement abordés explicitement dans le guide *Patrimoine multiculturel* et exclus des autres guides. Par exemple, le guide sur la Confédération demande à l'élève d'identifier la réaction à la Confédération de divers groupes incluant les Canadiens français, les Écossais, les Acadiens et la population du Nouveau-Brunswick⁶⁶. Une recherche sur la réaction des peuples autochtones à la Confédération n'est aucunement sollicitée. *L'héritage français* aborde la rencontre des Français avec les Anglais, mais ne dit rien de la rencontre des Français avec les Premières Nations.

Les guides *Suggestions aux enseignants* concordent avec le programme-cadre du cycle intermédiaire et offraient une variété d'idées aux pédagogues. La francophonie canadienne

⁶⁵ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Suggestions aux enseignants – Relations canado-américaines*, 1977, p. 12.

⁶⁶ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Suggestions aux enseignants – La Confédération canadienne*, 1981, p. 4.

occupe une grande place dans les activités proposées tandis que l'histoire des peuples autochtones est abordée de manière considérable seulement dans le cours facultatif du MÉO. Il se peut que le MÉO ait voulu combler cette absence dans une autre de ses publications, *Les Autochtones du Canada – Un guide destiné aux enseignants du cycle intermédiaire*.

En 1975 et en 1977 le MÉO a publié des guides à l'intention des enseignants, des directeurs d'école et des administrateurs scolaires pour informer sur les enjeux historiques et contemporains des peuples autochtones. Celui de 1975 ciblait les cycles primaire et moyen (1^{ère} année à la 6^e année) et celui de 1977 ciblait le cycle intermédiaire (7^e année à la 10^e année). Les deux guides avaient essentiellement comme objectif d'orienter les employés des conseils scolaires de mieux accueillir les enfants autochtones dans les écoles financées par la province et à mieux informer les enfants non-autochtones des réalités des Premières Nations, Métis et Inuits. Le guide pour les plus jeunes élabore davantage sur les besoins particuliers des élèves des Premières Nations et sur les caractéristiques des familles et des communautés autochtones. Le guide du cycle intermédiaire souligne d'ailleurs l'importance de la construction identitaire dans les écoles ontariennes.

La recherche de notre identité canadienne nous fait prendre conscience du fait suivant : il est temps de dépasser le stade de la simple tolérance envers des cultures et des perspectives différentes des nôtres. Les [A]utochtones du Canada et les autres Canadiens doivent s'engager résolument dans la voie de la compréhension réciproque du patrimoine culturel qu'a su préserver chaque groupe ethnique⁶⁷.

Cette réflexion suggère que le MÉO préférerait, dans cette publication, adopter une position qui soutient que tous les Canadiens et Canadiennes appartiennent à un groupe ethnique distinct ou à un autre, qui tous ensemble forment le pays. Ces groupes incluaient les Autochtones et les

⁶⁷ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Les Autochtones du Canada : un guide destiné aux enseignants du cycle intermédiaire*, 1977. p.3.

Canadiens français. Alors, nous constatons ici que le MÉO annonçait sa volonté à intégrer les minorités nationales dans l'Ontario multiculturel et ethnique.

De surcroît, ce guide montre que le MÉO a reconnu les stéréotypes envers les Autochtones. Il a voulu suggérer des moyens de les réduire et même de les éliminer des écoles ontariennes. « En permettant à un nombre croissant d'adolescents non autochtones d'étudier les problèmes actuels des [A]utochtones, on constatera probablement une modification de leurs attitudes⁶⁸. » Pour ce faire, le MÉO propose dix-sept unités d'étude que les enseignants pouvaient incorporer dans un autre cours ou même créer un cours expérimental dans l'école. Le guide à l'usage des écoles élémentaires évoque très brièvement les pensionnats en abordant un survol historique des peuples autochtones du Canada. Nous voyons le terme *pensionnat* mentionné qu'une seule fois dans le guide destiné au cycle intermédiaire dans une unité d'étude qui porte sur les systèmes scolaires et les autochtones. Le guide montre que l'éducation des enfants autochtones « a connu trois étapes : autorité traditionnelle, perte d'autorité, administration locale de l'éducation des Indiens⁶⁹ ». Adoptant un style télégraphique, l'unité indique le rôle du gouvernement fédéral et des missionnaires chrétiens dans l'étape de la perte d'autorité, mais sans plus. Le guide n'élabore guère sur l'expérience des enfants autochtones dans les pensionnats. Par ailleurs, une unité aborde la rencontre avec les colonisateurs européens et les transformations qu'ont subies les peuples autochtones suite à cette rencontre. Le guide avise qu'« [a]vant d'aborder ce sujet, les élèves devraient avoir une bonne connaissance de la vie que menaient les [A]utochtones avant l'arrivée des Européens⁷⁰ ». Cependant, le document offre seulement une liste de ressources plutôt qu'un guide pédagogique

⁶⁸ *Ibid.*, p.6.

⁶⁹ *Ibid.*, p.17.

⁷⁰ *Ibid.*, p.26.

ou le titre d'un manuel scolaire pour appuyer cet enseignement. Comme nous le constatons après avoir analysé le programme-cadre, le cours d'histoire du Canada au cycle intermédiaire débute avec l'arrivée des colonisateurs européens. Cet enseignement serait donc offert de manière facultative et suite à un choix fait par un enseignant ou une enseignante. En somme, les guides *Les Autochtones du Canada* du MÉO avaient l'intention d'harmoniser les liens entre les enfants autochtones et les enfants non-autochtones dans les écoles ontariennes et d'informer le personnel des conseils scolaires sur les réalités des Premières Nations, Métis et Inuits de l'époque. Toutefois, le refus de rendre ces unités d'études obligatoires au cycle intermédiaire et l'absence de manuels scolaires spécifiques au sujet et pouvant être complémentaire au guide ont fait en sorte que ce document du MÉO n'a pas été suivi d'actions concrètes pour « aider les écoles à répondre aux besoins d'élèves de cultures différentes et à [...] offrir des expériences interculturelles⁷¹ ».

Dans l'ensemble, le programme-cadre d'histoire du cycle intermédiaire de 1977 arrive après de grands débats sur l'enseignement des enjeux canadiens dans les écoles. Les débats ont eu lieu dans les projets des chercheurs de l'époque et dans l'Assemblée législative de l'Ontario. Thomas Wells a réagi et a mis en œuvre un nouveau programme bilingue accompagné de guides offrant des pistes à suivre aux enseignants. Le programme-cadre partage des énoncés qui engagent le MÉO vers un récit canadien axé sur le multiculturalisme dans son introduction. Mais, en analysant le contenu des cours obligatoires de ce curriculum, un récit biculturel domine toujours. Les guides *Suggestions aux enseignants*, ne reflètent pas tout à fait la position du MÉO quant à l'identification des francophones et des Autochtones comme étant des minorités nationales, ce qui s'explique par le fait qu'ils ont été rédigés par différents auteurs de divers

⁷¹ *Ibid.*, p.3.

milieux. L'histoire des francophones en Ontario n'est pas élaborée dans le curriculum ni dans les guides, même si cela a été suggéré par Albert Roy dans la Législature en 1975. Par ailleurs, la publication des guides *Les Autochtones du Canada* sont la preuve que les revendications des peuples autochtones des années 1960 ont suscité des progrès en matière de formation pour les enseignants et les enseignantes sur la sensibilisation aux réalités des peuples autochtones. Bien que les guides aient donné de bonnes suggestions aux enseignants et aux enseignantes et qu'ils aient offert des listes assez exhaustives de ressources, ce sont les manuels scolaires qui ont occupé une plus grande place dans les plans de leçons des enseignants et enseignantes.

CHAPITRE 3

LA REPRÉSENTATION DES FRANCOPHONES DU CANADA DANS LES MANUELS SCOLAIRES

Outil disponible aux pédagogues et aux élèves, le manuel scolaire occupe une place prépondérante dans les écoles. En particulier, le manuel d'histoire est une œuvre cruciale quant à la transmission de la mémoire collective d'un peuple. Trudel et Jain ainsi que de nombreux autres chercheurs sont d'avis que le manuel influence grandement ses jeunes lecteurs. « Quoiqu'on ait dit du manuel, son rôle est essentiel; il est au centre de tout enseignement; c'est son contenu, plutôt que les commentaires du maître, que l'élève retient [...]»⁷². Puisque c'est un livre largement distribué et conçu pour l'institution scolaire, les jeunes contestent rarement son contenu. Igartua a recours au spécialiste en éducation américain Michael W. Apple afin de mesurer l'influence du manuel scolaire. D'après Apple, le manuel est transmetteur de l'*official knowledge*. Les faits ont été approuvés par les autorités en charge de l'institution, donnant au manuel un statut privilégié, autrement dit, officiel. Igartua explique le rapport entre le gouvernement et le manuel. « *In postwar Canada, history textbooks followed precise content guidelines that reflected politicians' and civil servants' considered views of the nature of Canadian history that school authorities wanted to convey to pupils*»⁷³. Ce chapitre mettra au point ce le contenu des manuels scolaires et ce qu'ils disent au sujet des francophones du Canada, spécifiquement ceux qui étaient utilisés auprès des élèves franco-ontariens.

Rappelons-nous d'abord notre corpus. Nous avons consulté la liste de ressources pédagogiques officielle du MÉO, la Circulaire 14 afin de cibler tous les manuels d'histoire générale du Canada approuvés pour le cycle intermédiaire et utilisés pendant au moins la moitié

⁷² Trudel et Jain, p. XI.

⁷³ Igartua, p.12.

du programme d'histoire de 1977 (5 ans). Aucun manuel rédigé en Ontario français n'a pu répondre à ces critères. Toutefois, puisque nous nous intéressons aux cours d'histoire donnés dans les écoles franco-ontariennes, nous avons fait exception et nous avons analysé tous les manuels rédigés par des Franco-Ontariens peu importe leur durée dans le curriculum.

Encouragés et appuyés par l'Association de l'enseignement français en Ontario, aujourd'hui connu sous le nom de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), le Frère Charles et le Frère Léon ont publié une série de quatre manuels pour les cours d'histoire de la 5^e année à la 8^e année en Ontario. Celui de la 7^e année, *Les deux Canada*, et celui de la 8^e année, *La Confédération*, font objet de notre analyse. Ces deux manuels ont été publiés par les éditions Nelson à Toronto en 1961 et en 1962. Ils ont été approuvés par le MEO entre les années 1973 et 1979. Leur durée dans le programme de 1977 est donc de trois ans. À titre d'information, leur manuel *La Nouvelle-France* pour la 5^e année a été analysé par Trudel et Jain dans leur rapport encadré par la Commission Laurendeau-Dunton. Ceux pour la 7^e et 8^e année n'ont pas été traités dans leur étude.

Les manuels du Frère Charles et du Frère Léon adoptent un style romanesque. Ils mettent en récit les grands événements et les grands personnages (selon eux) de l'histoire canadienne. Il n'a pas de bibliographie dans le manuel pour les élèves de la 7^e année. Ce livre couvre la période de la guerre de Sept Ans (1756-1763) jusqu'à la Guerre de 1812. En général, les Canadiens français sont présentés comme des héros qui ont bâti la nation canadienne à côté de leurs amis, les Britanniques. Plus spécifiquement, la Conquête de 1760 est présentée comme étant un bienfait pour les Canadiens (Canadiens français à l'époque). « Alors, pour les Canadiens, la capitulation annonçait quelque chose de bon : la Paix! De plus, elle leur garantissait le droit de

pratiquer leur religion et de conserver tous leurs biens⁷⁴. » Par ailleurs, les auteurs ont consacré un chapitre entier au fait français en Ontario. Ils remontent jusqu'au passage d'Étienne Brûlé, le premier homme blanc à voyager au pays des Hurons⁷⁵. Le chapitre explique aussi les périples des coureurs de bois, les missions des Jésuites et l'édification des forts. Les auteurs mentionnent qu'il a encore une présence française en Ontario, ce dont il faut être fier :

Pour les Canadiens français d'aujourd'hui, c'est un honneur d'être les descendants de ces pionniers qui ont parcouru le sol de l'Ontario durant un siècle et demi. [...] Les magnifiques exemples de leurs devanciers doivent leur être une inspiration, et les inciter à conserver ce même héritage de foi catholique et de vie française dont ils doivent être fiers⁷⁶.

Tout en incitant les francophones en Ontario à conserver cet héritage, les auteurs assurent de transmettre les legs de l'héritage britannique. Ils nomment les Britanniques des Canadiens lorsqu'ils abordent le début du XIXe siècle dans leur récit. Ils se réfèrent aux Canadiens français et aux Canadiens anglais comme étant les deux races du pays. D'après les auteurs, l'invasion américaine de 1812 a mis à l'épreuve la collaboration entre ces deux groupes. « Durant le conflit, les Canadiens des deux races combattirent côte à côte pour défendre la patrie menacée. Ce fut une belle manifestation d'unité nationale. Les Canadiens français contribuèrent une fois de plus à garder le Canada à l'Angleterre⁷⁷ ».

Le manuel *La Confédération* adopte le même style que le manuel *Les deux Canadas*. Il n'inclut pas une bibliographie, mais offre quelques listes de livres à consulter à la fin de certains chapitres. Il couvre la période suivant la guerre de 1812 jusqu'à l'état actuel de la population,

⁷⁴ Frère Charles et Frère Léon. *Les Deux Canadas – Histoire de mon pays*. Toronto : Nelson, 1961, p.34.

⁷⁵ *Ibid.*, p.121.

⁷⁶ *Ibid.*, p.142.

⁷⁷ *Ibid.*, p.214.

donc le début des années 1960. Le Frère Charles et le Frère Léon notent l'état de la population francophone du Canada au moment de la rédaction de leur livre.

Les descendants de Français sont en majorité dans la province du Québec où, selon leur devise, "Je me souviens", ils conservent des traditions qui font du Canada un pays à double culture. Dans les autres provinces, ils revendiquent énergiquement leurs droits de conserver et d'enrichir leur précieux héritage⁷⁸.

Bref, les manuels des Frères Charles et Léon assurent une vaste représentation des francophones du Canada. D'après eux, les Canadiens français et les Canadiens anglais ont collaboré ardemment afin de bâtir la nation canadienne. Cela étant dit, ces auteurs racontent l'histoire du Canada à partir d'une vision canadienne-française.

Analysons maintenant la série franco-ontarienne qui a duré 4 ans dans le programme de 1977. Nous savons que l'auteure, Hectorine Frenette-Clouthier, avait complété une maîtrise en histoire à l'Université d'Ottawa en 1972. Elle a publié une série de trois tomes *Jalons d'histoire du Canada* entre les années 1981 et 1983 chez la maison d'édition House of Grant de Toronto. Elle avait donc l'occasion de consulter le programme-cadre de 1977 avant de publier ses textes, contrairement aux Frère Charles et Frère Léon. Les manuels de Frenette-Clouthier ne sont pas des manuels typiques présentant des analyses écrites par l'auteure dans des chapitres qui se succèdent en ordre chronologique. Ils sont d'ailleurs des recueils de documents historiques regroupés par thème. Chaque document est précédé d'une courte mise en contexte et suivi de quelques questions de réflexion. Cela étant dit, il est plus difficile de cerner précisément la représentation des francophones du Canada, car il n'a pas de longues rédactions partagées par l'auteure. Il faut alors porter un œil critique sur le choix des textes, sur les mises en contexte et sur les questions à la fin des documents.

⁷⁸ Frère Charles et Frère Léon. *La Confédération – Histoire de mon pays*. Toronto : Nelson, 1962, p.288.

En analysant les trois manuels, nous avons trouvé un indice révélant que le manuel ne ciblait pas uniquement une clientèle franco-ontarienne. Une question de réflexion portant sur la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme propose aux élèves le travail suivant : « Effectuez des recherches qui vous permettront de découvrir quelle est la position officielle de votre province en ce qui a trait au bilinguisme⁷⁹. » Le public était donc francophone et pancanadien. Ce constat est révélateur du faible niveau d'historicité atteint par les Franco-Ontariens dans la publication des manuels scolaires pendant les années 1980. En raison de ce public pancanadien visé, ces manuels abordent de manière très générale l'histoire du fait français au Canada et très peu l'histoire de l'Ontario français. Une brève mention du Règlement 17 apparaît dans le Tome 3 avec d'autres crises scolaires à travers du pays.

Frenette-Clouthier ne traite pas de la thèse des peuples fondateurs. Dans le Tome 2 qui couvre les années 1760-1867, l'auteure note que « [l]a colonie se composa très tôt de deux peuples différents qui devaient être soumis aux mêmes lois⁸⁰ ». Avant de présenter un extrait portant sur thème de la dualité canadienne dans le Tome 3 qui couvre la période 1867-1983, l'auteure fournit cette mise en contexte: « Deux peuples différents de culture, mais alliés par la géographie et par le sort de l'Histoire peuvent-ils cohabiter en harmonie et devenir partenaires dans une cause commune?⁸¹ » Curieusement, une question qui se trouve dans cette même section du manuel pousse les élèves à réfléchir sur la société qui les entoure en leur demandant de « [p]répar[er] une discussion sur le thème “Égalité et Diversité”. » L'équilibre entre les deux peuples fondateurs primait, pour l'auteure, sur les discussions autour de l'équité et les droits

⁷⁹ Hectorine Frenette-Clouthier, *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 3, Toronto : House of Grant, 1983, p.17.

⁸⁰ Hectorine Frenette-Clouthier, *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 2, Toronto : House of Grant, 1982, p.83.

⁸¹ Hectorine Frenette-Clouthier, *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 3, p.39.

des citoyens. Ce n'est que plus loin dans son manuel que le sujet de l'immigration est abordé dans le chapitre « Vie et société ». La mise en contexte est notable :

Le Canada, déjà habité par les [A]utochtones, avait vu arriver et s'implanter des groupes d'immigrants venus d'Europe. De France, de Grande-Bretagne, des colonies américaines, ces immigrants des 18^e et 19^e siècles avaient apporté leur culture, leur langue, leur religion, leurs techniques de travail, leur mode de vie. Par la suite, des persécutions, des famines ou l'appel du défi motivent des foules d'autres Européens à venir s'établir un peu partout au pays surtout dans l'Ouest. À la suite des guerres mondiales ou locales, le Canada accepte également des réfugiés de divers pays. Tout en poursuivant leurs orientations humanitaires, les gouvernements se doivent d'établir des politiques sur ces changements de la composition de la société canadienne⁸².

Même si l'auteure reconnaît que le Canada avait déjà été habité par les Autochtones avant la colonisation des Français et des Britanniques et même si elle se prononce sur l'importance d'établir de nouvelles politiques pour répondre à la société multiculturelle grandissante, ce sont les Français et les Anglais qui, d'après elle, avaient établi une culture, une langue et un mode de vie au pays. En général, les manuels de Frenette-Clouthier présentent une histoire du Canada assez objective invitant les élèves à tirer leurs propres conclusions en lisant une variété de documents historiques. Ses livres répondent bien au curriculum de 1977 ciblant les contenus de la 7^e et 8^e année et du cours de la 9^e ou 10^e année *Les Canadiens d'aujourd'hui et la situation mondiale*. Nous ne pouvons pas savoir quels étaient les critères imposés à l'auteure par la maison d'édition torontoise, mais nous pouvons conclure que le manuel était destiné à être vendu partout dans le pays. Cela a fait en sorte qu'une histoire racontée à partir d'une perspective franco-ontarienne était impossible.

Les manuels francophones présentés ci-dessous provenaient tous d'une maison d'édition anglophone de l'Ontario. Cela nous incite à fournir quelques précisions concernant

⁸² *Ibid.*, p.98.

les maisons d'édition de l'Ontario français avant de poursuivre l'analyse des autres manuels. Une maison d'édition franco-ontarienne pionnière, *Prise de parole*, voit le jour en 1973 à Sudbury. En effet, elle a publié quelques manuels scolaires, mais aucun ne figure la liste des ouvrages retenus⁸³. Nous devons aussi souligner la création du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP) en 1974. Cet organisme a été fondé afin de combler le manque de ressources pédagogiques dans les écoles de langue française de l'Ontario. Aucune de leur publication ne figure sur la liste du ministère. Cela étant dit, les autres manuels d'histoire originellement écrits en français utilisés dans les écoles pendant les années 1970 et 1980 provenaient des maisons d'édition québécoises. Deux ressources du Québec ont perduré pendant au moins la moitié du programme d'histoire intermédiaire ontarien de 1977.

À la fois historien et pédagogue, André Lefebvre s'est engagé à la rédaction de nombreuses ressources pédagogiques. Son manuel *L'histoire au cours secondaire à partir du Québec actuel*, publié en 1973 par les éditions Guérin, a été approuvé en Ontario pendant huit ans du programme d'histoire de 1977. Il est à noter que l'introduction du manuel précise qu'il a été conçu spécifiquement pour le ministère de l'Éducation du Québec. Comme les manuels de Frenette-Clouthier, il n'est pas un manuel typique et comporte des chapitres qui se succèdent en ordre chronologique. Il s'agit d'un recueil de textes. L'introduction nous révèle quelques indices de la conception de la nation canadienne de Lefebvre. En justifiant son approche de partager une sélection de textes, l'auteur montre qu'il est d'avis que le Canada est un pays biculturel. Il n'épouse donc pas une définition multiculturelle du pays. « Puis-je faire une histoire du Canada tout court? Il m'a semblé que non, étant donné qu'il est, au Canada, deux nations distinctes : la

⁸³ Centre de recherche en civilisation canadienne-française, *Les manuels scolaires et la communauté francophone minoritaire de l'Ontario*, 2021, [En ligne] <https://expositions-crccf.ca/manuels/#Titre2>. (Page consultée le 1 juin 2021)

canadienne-anglaise et la canadienne-française [...]»⁸⁴. » De plus, avant de présenter le recueil de textes, l'auteur suggère des questions de réflexions associées aux documents. Dans ses questions, aucune réflexion ne porte sur l'Ontario français. Si l'auteur a voulu s'adresser aux francophones du Canada, il utilise le terme Canadiens Français. Comme exemple, « Quelle place occupent les Canadiens français, au Canada, dans la recherche scientifique? »⁸⁵ ».

Les documents présentés sont variés. Plusieurs sont des articles de journaux, certains sont des extraits de livres et d'autres sont des graphiques et des tableaux de données. Ils ont été écrits entre le XVIe siècle et le XXe siècle. Un document sur le travail renseigne les élèves sur la francophonie et le monde du travail, un sujet pertinent pour les jeunes qui se préparent pour la vie adulte. « La place des Canadiens français dans l'échelle des revenus et des occupations au Canada » publié par *Le Devoir* en 1968 encourage une réflexion sur le bilinguisme.

Les Canadiens britanniques [...] n'ont guère d'intérêt à devenir bilingues, même au Québec, tandis que pour les Canadiens français, le bilinguisme est une condition de revenu. Quoique bilingues, cependant les Canadiens-français [*sic*] ne peuvent espérer égaler les revenus des unilingues anglais.⁸⁶

La lecture d'un tel propos par un jeune francophone de l'Ontario aurait probablement poussé l'élève à se frustrer de sa condition de minoritaire. En lisant ce manuel, l'élève franco-ontarien aurait aussi éprouvé de la difficulté à tisser des liens avec sa réalité en raison de la grande place qu'occupent les enjeux du Québec dans le manuel. En effet, une vingtaine de documents traitent du thème du nationalisme québécois. Tenant compte du propos sur les deux nations distinctes dans l'introduction, Lefebvre suscite notre intérêt avec les questions qu'ils posent sur le nationalisme québécois. « Existe-t-il un Nationalisme québécois? Et d'abord, est-il vrai qu'il y

⁸⁴ André Lefebvre, *Histoire du Canada à partir du Québec actuel*, Guérin, 1973, p. 22.

⁸⁵ *Ibid.*, p.23.

⁸⁶ *Ibid.*, p.190.

a deux peuples au Canada? Y a-t-il encore des vainqueurs et des vaincus au Canada⁸⁷? » Ces questions montrent que l'auteur avait de bonnes intentions à l'égard de son public en incitant de bonnes réflexions. Assurément, ce manuel aurait été un bon outil pour des projets de recherches pour les élèves, leur donnant accès à de nombreux documents historiques et contemporains. Cependant, puisqu'il était conçu pour le curriculum québécois, il était moins pertinent pour les écoles de l'Ontario français et figurait probablement dans la Circulaire 14 afin d'offrir un plus grand choix de ressources francophones.

L'autre manuel québécois, *Initiation à l'histoire – Une démarche historique*, par Geneviève Racette, publié également par les Éditions Guérin, a été approuvé par le MÉO pour la durée entière du curriculum de notre étude. Ce manuel est un ouvrage général qui n'est pas uniquement consacré à l'histoire du Canada. Il est un manuel qui traite plutôt de la discipline historique. Entre autres, le manuel aborde la définition de l'histoire, la perception du temps, l'analyse du document en histoire, etc. À titre d'exception, le chapitre « Mon histoire » propose à l'élève d'établir une ligne de temps sur les grands moments de l'histoire du Québec. L'élève franco-ontarien aurait été tiré entre une identification à une histoire franco-québécoise ou à une histoire franco-ontarienne, qui n'existait pas d'après ce manuel. En somme, les deux manuels provenant du Québec ne faisaient aucun lien étroit avec les contenus du curriculum d'histoire de l'Ontario au cycle intermédiaire de 1977. Malgré cette absence de liens, le MÉO a choisi de garder ces manuels dans la Circulaire 14 pendant plusieurs années afin de pouvoir offrir un plus grand choix d'ouvrages en français.

Il nous reste à observer les manuels traduits de l'anglais. Ce type de manuels est le plus grand de notre corpus. Sept manuels répondent à nos critères de sélection. Commençons avec

⁸⁷ *Ibid.*, p.27.

celui qui a duré le plus longtemps dans le programme de 1977 : *Études canadiennes – La société et toi*. Rédigé en anglais par Iain R. Munro en 1977 et traduit par René Sirois immédiatement après, ce manuel a été à l’affiche du programme pendant huit ans. Puisqu’il a été publié la même année que la parution du curriculum, nous savons que les auteurs n’ont pas eu l’occasion d’étudier le programme-cadre avant de faire leur rédaction. Toutefois, ce manuel se lie très bien aux contenus des cours de 9^e et 10^e année. Prônant une approche multidisciplinaire, incorporant davantage la sociologie, ce manuel aborde abondamment le thème de la culture et le thème de l’identité. L’avant-propos nous signale que l’adaptation en français du manuel a été subventionnée par le MÉO et que celle-ci inclut une partie supplémentaire qui n’est pas dans le manuel en anglais : un chapitre entier sur la francophonie canadienne. Ce chapitre est une contribution de Gérard Lacombe, conseiller pédagogique au Conseil scolaire d’Ottawa à l’époque. Lacombe avait aussi collaboré à l’écriture de certains guides *Suggestions aux enseignants* du MÉO.

Avant d’explorer le chapitre sur la francophonie, remarquons quelques autres passages importants qui nourrissent notre réflexion sur la représentation des francophones du Canada. Le premier chapitre invite l’élève à réfléchir sur son identité personnelle.

Toi et moi, nous vivons dans une société officiellement bilingue et multiculturelle. Quelle place occupons-nous, en tant que Francophone, dans la mosaïque canadienne? Québécois, Franco-[O]ntariens, Franco-[M]anitobains, Franco-[A]lbertains, Franco--[C]olombiens, francophones de la Saskatchewan, Acadiens : Qui sommes-nous? Quels sont nos besoins? Où allons-nous? Assimilation? Intégration? Indépendance?⁸⁸

Ici, nous constatons que le manuel définit le pays comme étant une mosaïque multiculturelle, et, en effet, cela est répété partout dans le livre. Mais, en posant ces questions sur la place

⁸⁸ Munro, R.Iain et René Sirois, *Études canadiennes : la société et toi*, Toronto : Wiley, 1977, p. 13.

spécifique de la francophonie, nous constatons que Sirois voulait distinguer les francophones des autres groupes ethniques minoritaires. Il le fait également lorsqu'il aborde le concept des valeurs.

Est-ce que nous croyons à l'unité dans la diversité? Est-ce que nous acceptons le concept fondamental d'un pays fondé sur deux nations distinctes et sur deux langues nationales? Les réponses à ces questions proviendront de valeurs typiquement canadiennes. Le succès du bilinguisme et du multiculturalisme dépendra largement de la valeur que les Canadiens d'expressions anglaise et française attachent à vivre en harmonie⁸⁹.

Ce passage révèle, qu'en dépit du fait que l'auteur met l'accent sur une définition multiculturelle du pays tout au long du manuel, il souscrit quand même à la thèse des deux peuples fondateurs en donnant le mandat aux francophones et aux anglophones du pays le leadership d'affronter les défis posés par une société pluraliste.

Le chapitre « La francophonie et la mosaïque canadienne » offre un survol de tous les groupes francophones du pays. La première activité suggérée aux élèves dévoile également une distinction entre les groupes ethniques minoritaires et les francophones. Le travail proposé est de formuler un tableau comparatif entre les trois groupes suivants : majoritaires, minoritaires et francophones⁹⁰. La désignation de Canadien français est absente du manuel. Ce sont les fragments du vieux projet national canadien-français, comme le dirait Joseph Yvon Thériault, qui sont exposés dans le chapitre. Les Acadiens font aussi objet de ce chapitre. Dans cette partie du manuel, nous trouvons un recueil de documents choisis plutôt qu'une analyse réalisée par l'auteur. L'élève serait donc invité à tirer ses propres conclusions à partir des textes partagés. Comparativement aux autres groupes, les Franco-Ontariens occupent une plus grande place dans le chapitre. Des thèmes comme l'urbanisation, l'assimilation et les crises scolaires sont

⁸⁹ *Ibid.*, p.32.

⁹⁰ *Ibid.*, p.111.

exposés. Un tableau d'analyse est suggéré aux élèves afin de faciliter la tâche de synthétiser le chapitre. Bref, le manuel *Études canadiennes – la société et toi* attribue aux francophones du Canada une place plus importante dans la mosaïque canadienne et s'assure de mettre de l'avant l'histoire et les enjeux de l'Ontario français dans un chapitre exclusif sur la francophonie canadienne, le seul manuel de notre corpus à le faire.

Les éditions McGraw-Hill-Ryerson comportent trois manuels qui satisfont à nos critères de sélection. Ces manuels étaient publiés dans une série nommée *Programmes d'études canadiennes* en 1978 et 1979. Ces traductions ont donc été adaptées en français après l'arrivée du curriculum d'histoire du MÉO de 1977. Le manuel *Nous, Les Canadiens* répond généralement aux contenus du programme de 7^e et 8^e année. Celui intitulé *Le Canada : une histoire contemporaine* s'associe au cours obligatoire de la 9^e ou 10^e année *Les Canadiens d'aujourd'hui et la situation mondiale*. Le troisième manuel de la série *Nombreuses cultures, héritage varié* se lie au cours facultatif de la 9^e ou 10^e année *Patrimoine multiculturel des Canadiens*. Bien que ces manuels soient assez étroitement connexes aux contenus des programmes d'histoire du MÉO, ils ne les suivent pas à la lettre. Nous concluons alors qu'ils ont été écrits afin d'être probablement vendus aux écoles des autres provinces.

L'auteur principal du manuel associé au programme de la 7^e et 8^e année est I.L. Martinello. Allan S. Evans a aussi collaboré à la rédaction de ce manuel et il est l'auteur principal d'un autre manuel de cette série. Il y a donc de grandes ressemblances dans la façon que les francophones du Canada sont représentés dans ces manuels. Cette série affiche généralement la thèse des peuples fondateurs. En présentant un chapitre sur la Nouvelle-France, les auteurs disent : « [...] tu auras la chance de découvrir comment a été peuplée la Nouvelle-France et comment elle s'est développée. Nous espérons que tu pourras voir ce qu'était la vie

de ces pionniers, les premiers fondateurs du Canada⁹¹ ». Dans ce même manuel, l'unité sur l'identité canadienne donne des indices à l'appartenance à la thèse des peuples fondateurs. En discutant l'arrivée de la Confédération, nous pouvons lire le passage suivant :

Contrairement à l'Angleterre et aux États-Unis, le Canada était constitué de deux peuples fondateurs, les Anglais et les Français. Tout système institué au Canada doit considérer les différences de langue, de religion et de coutumes entre ces deux peuples. Ni les Anglais ni les Français n'accepteraient un système qui les priverait de leurs droits⁹².

Le manuel *Le Canada : une histoire contemporaine* nous indique aussi qu'il s'en tient à la thèse des peuples fondateurs. Le manuel est une traduction directe du manuel anglophone et non une adaptation en français. Nous le savons grâce à une activité qui propose aux élèves de remplir un questionnaire sur des sujets de la francophonie en tant que Canadien anglophone⁹³. Le manuel demande notamment aux étudiants d'indiquer leur position sur le désir d'apprendre le français⁹⁴. À part de ce questionnaire, la francophonie en Ontario n'est pas abordée directement dans ce manuel. Les crises scolaires du Manitoba sont évoquées, mais nous ne trouvons aucune mention du Règlement 17 ni des crises scolaires en Ontario au début des années 1970.

Nombreuses cultures, héritage varié, un manuel idéal pour le cours *Patrimoine multiculturel des Canadiens* présente dix chapitres sur dix différents groupes culturels du Canada. L'introduction du chapitre révèle à nouveau l'adhésion à la thèse des peuples fondateurs. « Les premiers peuplements étaient essentiellement d'origine française et

⁹¹ Martinello, I. L., A. S Evans et R. Comtois, *Nous, les Canadiens*. Toronto : McGraw-Hill Ryerson, 1979, p.118.

⁹² *Ibid.*, p. 279.

⁹³ Evans, A. S et L. A Diachun, *Le Canada : Une histoire contemporaine*. Toronto : McGraw-Hill Ryerson, 1978, p.137.

⁹⁴ *Ibid.*

britannique⁹⁵ ». Le chapitre sur les Français ne traite aucunement de l'histoire de l'Ontario français autre que la mention qu'il a des francophones qui habitent en Ontario. La première partie du chapitre aborde les Français au Maine. Ensuite, il a une grande partie sur la Nouvelle-France qui expose le système seigneurial et le rôle de l'Église dans l'édification de la colonie. Quelques pages sont consacrées à l'Acadie. Le manuel résume l'histoire des francophones du Canada autour du thème de la survie.

Les trois premiers siècles de l'histoire du Canada français ont été marqués par le souci de la *survivance*. L'assimilation dans le grand océan anglais de l'Amérique du Nord a été difficile à éviter durant certaines périodes de cette histoire, mais le Canada français a survécu. Aujourd'hui, en raison de transformations radicales qu'a subie la société elle-même, la survie, au Québec du moins, paraît assurée⁹⁶.

La dernière phrase soulève le doute sur la possibilité d'un avenir prometteur pour les francophones hors Québec et nie essentiellement le volume considérable de la population francophone à l'extérieur des frontières de cette province. Une autre partie intitulée *Le Canada français d'hier* propose une réflexion sur un élément de la référence.

Les minorités aiment se rappeler les événements qui les ont touchés de près. Il est souvent facile d'expliquer les difficultés du présent en se référant au passé et en rappelant un événement capital qui a changé la destinée d'un peuple. Peut-on classer la conquête de la Nouvelle-France en 1759-60 parmi de tels événements?

Ce manuel expose donc de manière assez fréquente les difficultés du fait français au Canada. Que ce soit les défis à s'adapter en Nouvelle-France ou les défis contemporains, d'après ce manuel, les francophones du Canada forment une minorité soumise à la dominance anglophone. Pour résumer, les productions de McGraw-Hill Ryerson affichent la thèse des peuples fondateurs malgré les discussions fréquentes sur la diversité du pays. De plus, leurs ouvrages

⁹⁵ Sheffe, Norman. *Nombreuses cultures, héritage varié*. Toronto : McGraw-Hill Ryerson, 1979, p.vii.

⁹⁶ *Ibid.*, p.159.

ignorent de manière assez évidente les enjeux de l'Ontario français, abordant très peu le fait qu'il a une population importante de francophones dans la province.

Il reste à évaluer les trois derniers manuels de notre corpus. Les éditions Gage ont publié deux manuels qui étaient plus ou moins conformes au programme de la 7^e et 8^e année d'histoire. *L'histoire du Canada et des Canadiens* en deux tomes utilise une approche classique d'un manuel. Le livre inclut des photos, des textes et des exercices à la fin de chaque unité. Ces manuels ont été publiés en 1979 et en 1980. Le texte original en anglais avait été publié en 1977. Les manuels diffèrent des autres de notre étude, car ils n'adoptent pas la thèse des peuples fondateurs. Ils présentent de manière objective le fait français au Canada. Les auteurs encouragent des réflexions sur les conflits entre les Britanniques et les Canadiens français sur ses questions. Cette traduction de manuel anglophone, vouée à transmettre une histoire dite « neutre », assure de communiquer un tour d'horizon complet du lendemain des Rébellions de 1837-1838. Comme mentionné dans notre historiographie, l'historien Michel Bock affirme que le Rapport Durham est considéré comme le moment de naissance du projet national canadien-français. Rappelons aussi que le guide *Suggestions aux élèves* dirigé par le MEO ne s'est pas prononcé sur le projet assimilateur de Durham. Le manuel des éditions Gage pousse les élèves à réfléchir sur les répercussions des idées du Durham.

Quel avenir Durham entrevoyait-il donc pour les près de 600 000 Canadiens de souche française qui formaient la majorité de la population bas-canadienne? Il n'attachait aucune importance à leur passé ni à leur présent. [...] Aux yeux des Canadiens français [...], la politique d'assimilation de Durham [...] menaçait leurs droits les plus intimes, ceux de la langue et de la religion⁹⁷.

⁹⁷ Stewart, R., N.McLean et P.Sabourin, *L'histoire du Canada et des Canadiens, Tome 1*. Toronto : Gage, 1979, p.286.

Se concentrant davantage sur les événements politiques de l'histoire canadienne, le manuel ne traite pas spécifiquement des enjeux identitaires du pays. Le récit s'échelonne des premiers immigrants jusqu'en 1945, faisant en sorte qu'il n'aborde pas les années de l'éclatement du Canada-français et de ses répercussions sur les francophones hors Québec.

Le dernier manuel provient d'une maison d'édition d'origine américaine, Ginn et compagnie, qui s'était établie au Canada. L'adaptation en français, *Le Canada : à la découverte de notre héritage*, a été dirigée par Suzanne Montel et publié en 1979. Chaque chapitre a été rédigé par un auteur différent et aborde un thème différent. Le manuel ne suit donc pas un ordre chronologique. Il aurait été utilisé pour compléter le programme de 7^e et 8^e année, car il vise la période de 1500 à 1867. La fin de chaque chapitre établit un lien avec le monde contemporain. La thèse des peuples fondateurs est absente du manuel ainsi que toute référence à l'Ontario français. En effet, le manuel diffère des autres ouvrages étudiés, car il présente plusieurs liens internationaux pour les 16^e, 17^e et 18^e siècle, ce qui n'est pas du tout typique des manuels d'histoire du Canada de ces époques. La francophonie canadienne n'est pas abordée comme un des thèmes du manuel.

Nous avons constaté que diverses approches ont été adoptées pour présenter les francophones du Canada dans les manuels analysés. Les approches varient selon la date de publication et selon la maison d'édition. La plupart des manuels ont promu la thèse des peuples fondateurs en abordant la présence française au Canada. Seulement un manuel a fourni des détails sur la situation des Franco-Ontariens. Dit autrement, la capacité des Franco-Ontariens à mettre de l'avant leur propre récit historique dans les écoles du système scolaire ontarien était limité pendant les années 1970 et 1980. Dans les cours obligatoires du cycle intermédiaire, l'histoire exposée aux jeunes franco-ontariens découlait d'une perspective canadienne et

abordait très peu le fait français en Ontario. En 1982, le MÉO a publié un nouveau curriculum qui traitait spécifiquement de l'histoire des Franco-Ontariens. Mais, ce programme visait seulement les cours du cycle supérieur (11^e à la 13^e année) et figurait comme un cours au choix.

CHAPITRE 4

LA REPRÉSENTATION DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA DANS LES MANUELS SCOLAIRES

La représentation des Premières Nations, Métis et Inuits dans le matériel didactique capte présentement l'intérêt de nombreux chercheurs, notamment, après la publication du rapport de la Commission de vérité et réconciliation. Un élément important à souligner avant de passer au contenu des manuels de notre corpus est d'abord les différentes pratiques en éducation entre les peuples autochtones et les peuples européens. Pour les Autochtones, l'éducation est ancrée dans la culture et dans l'environnement et tous les membres de la communauté sont impliqués dans le processus. Prenons l'exemple du peuple Mi'kmaw. Marie Battiste, chercheuse renommée de cette Première Nation, explique que

*Mi'kmaw systems of education were characterized by communal participation, observation, pragmatic and experiential learning, both formal and informal, and were highly dependent on intrapersonal, interpersonal, kinaesthetic, and spatial learning, as expressed in oral language and active engagement in the daily life of people*⁹⁸.

Cette approche holistique prône la transmission des connaissances à l'oral et valorise surtout la sagesse des aînés. « Leur sagesse et leur savoir représentent un des piliers de l'identité autochtone⁹⁹ ». Au contraire, le système scolaire ontarien, établi à partir des fondements européens, donne aux autorités en charge des institutions scolaires la responsabilité d'établir les curriculums. Ceux-ci sont aussi les seuls responsables du choix et de l'achat des ressources destinées aux enseignants et les élèves. La communauté entière n'est donc pas impliquée dans

⁹⁸ Marie Battiste, *Decolonizing education: nourishing the learning spirit*, Saskatoon: Purich Publishing Limited, 2013, p.38.

⁹⁹ Sbarato, p. 268.

le processus. Alors, il faut tenir compte du fait que les manuels abordés dans notre étude sont des productions issues de ce système scolaire colonial.

Revenons-en aux manuels franco-ontariens rédigés par le Frère Charles et le Frère Léon. Ils nomment les Autochtones les « Indiens », terme courant à l'époque de la publication de leurs manuels (1961 et 1962). Les peuples autochtones ne sont pas souvent abordés dans leurs manuels comparativement aux Canadiens français, aux Canadiens d'origine britannique et même aux Américains. Par exemple, les chapitres qui traitent de l'Acte d'union jusqu'aux années post-confédératives mentionnent quelques fois les « Indiens ». Deux représentations de l'autochtone sont généralement véhiculées dans ces manuels : le bon « Indien » et le barbare. Le premier aide les colons à trouver leur chemin et à s'adapter au climat. Un passage particulièrement intéressant montre l'arrivée des Sœurs grises à l'ouest du pays. Elles sont présentées comme des femmes braves en raison pour avoir entrepris le long voyage séparant Montréal de Saint-Boniface. Les auteurs racontent qu'elles nécessitaient l'aide des « Indiens ». « Chaque soir, elles devaient surveiller le dernier repas fait de gibier, qu'un Indien avait préparé “après s'être lavé les doigts dans sa salive” [...] ¹⁰⁰ ». En plus de préparer les repas, les Autochtones rendaient d'autres services au besoin. « En cours de route, l'une des religieuses trébucha sur une pierre et se foula la cheville. Il fallut la faire porter sur un brancard par deux Indiens bien musclés ¹⁰¹ ». Une image stéréotypée de barbare est évoquée par le Frère Charles et le Frère Léon, surtout en décrivant les moments de guerre. Par exemple, ils décrivent les batailles dirigées par Pontiac, chef algonquin qui s'est soulevé contre les Britanniques après la Conquête. « Sous la direction de Pontiac, les guerriers se lancent à l'assaut des forts avec toute la férocité

¹⁰⁰ Frère Charles et Frère Léon. *La Confédération – Histoire de mon pays*, p.39.

¹⁰¹ *Ibid.*

dont ils sont capables. Ils réussissent très bien dans leurs attaques sournoises contre les postes isolés et presque sans défense. Ils massacrent les occupants de la façon la plus barbare¹⁰² ». Bref, les manuels *Les Deux Canadas* et *La Confédération* approuvés par le MEO entre les années 1973 et 1979 abordent très peu l'histoire et la culture des peuples autochtones. Et, lorsque ceux-ci sont abordés, ils sont illustrés soit comme étant des aides complaisants ou des « sauvages ».

Les autres manuels franco-ontariens proviennent de la série *Jalons d'histoire du Canada* par Hectorine Frenette-Clouthier publiée au début des années 1980. Rappelons que cette série adhère furtivement à la thèse des peuples fondateurs. D'après l'auteure, les peuples autochtones du Canada sont généralement représentés comme des peuples conquis sans avoir trop contribué au développement de la nation. Frenette-Clouthier aborde quand même assez souvent les peuples autochtones dans ses manuels. Le premier chapitre du Tome 1 voulait inciter les élèves à réfléchir sur la rencontre des peuples « amérindiens »¹⁰³ avec les nouveaux venus. En racontant l'arrivée de Jacques Cartier à Hochelaga, l'auteure indique que « [l]'accueil des Iroquois est des plus chaleureux¹⁰⁴ ». Le Tome 2 aborde l'éducation et les peuples autochtones dans le chapitre sur le thème de la vie culturelle et sociale. La mise en contexte du document libellé *Des écoles pour les Amérindiens* révèle une subjectivité de l'auteure sur le sujet.

Les zones de colonisation s'étendent parfois sur les terrains de chasse des Amérindiens. Ces derniers n'ont donc plus alors le même accès à leurs moyens de subsistance et deviennent plus dépendants des nouveaux colons. Par ailleurs, les autorités anglaises font des efforts pour les intégrer. Des écoles sont fondées à divers endroits. La démarche dont il est question dans ce document apportera, croit-on, certains avantages¹⁰⁵.

¹⁰² Frère Charles et Frère Léon. *Les deux Canadas – Histoire de mon pays*, p.57.

¹⁰³ Certains documents présentés dans cette série réfèrent les peuples autochtones aux « Indiens » en raison de leurs dates de rédaction. Nous devons aussi signaler que l'auteure elle-même a de la difficulté à choisir une appellation. Par exemple, dans une mise en contexte, elle utilise *les peuples amérindiens* et dans une de ses questions, elle utilise le terme *indigène*. De manière intéressante, elle suggère aux élèves à effectuer une recherche sur les différentes appellations dans quelques activités.

¹⁰⁴ Hectorine Frenette-Clouthier, *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 1, Toronto : House of Grant, 1981, p.5.

¹⁰⁵ Hectorine Frenette-Clouthier, *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 2, p. 70.

La démarche à laquelle se réfère l'auteure est celle de séparer les élèves autochtones des autres élèves. « Alors, les membres de la commission considérèrent sérieusement et d'une manière approfondie s'il ne serait pas opportun de rassembler en un seul endroit tous les sauvages soucieux de leur éducation; [...]»¹⁰⁶ » La source du document n'est pas indiquée, mais nous savons qu'il a été écrit en 1804. Les questions proposées après le document sont d'ailleurs objectives, mais la mise en contexte sous-tend que l'auteure était d'accord avec la ségrégation des jeunes autochtones. Dans un autre ordre d'idées, le troisième tome annonce l'importance de considérer les revendications politiques contemporaines des peuples autochtones. Dans son introduction au chapitre « Le défi de l'union fédérale », Frenette-Clouthier affirme que

[l]e visage du Canada a changé depuis un siècle. Notre pays s'est maintenant déclaré officiellement bilingue et depuis un certain temps reconnaît également mieux la participation des peuples autochtones et des Néo-Canadiens dans l'évolution du pays. D'autre part, le pluralisme remet en question l'unité et même l'union¹⁰⁷.

Cette affirmation montre que l'auteure était d'avis qu'il était important de mieux reconnaître les contributions des peuples autochtones et des autres minorités, mais que cela aurait des répercussions sur l'unité de la nation. Elle montre qu'atteindre une harmonie idéale entre les Canadiens français et les Canadiens anglais posait déjà des défis. Le pluralisme compliquait, d'après l'auteure, cette harmonie. En somme, les manuels de Frenette-Clouthier n'ignorent pas du tout les peuples autochtones dans le récit de l'histoire du Canada. Cependant, les idées de l'auteure montrent qu'elle ne les considérait pas comme des peuples autonomes ni comme des peuples fondateurs du pays.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.71.

¹⁰⁷ Hectorine Frenette-Clouthier, *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 3, p. 25.

Poursuivons avec la représentation des Autochtones dans les manuels provenant de maisons d'édition québécoises. Effectivement, l'histoire autochtone au Québec fait couramment objet de nombreuses polémiques¹⁰⁸. Partagés entre la promotion d'une histoire nationaliste québécoise et d'une histoire pancanadienne, les manuels québécois suscitent bien sûr notre intérêt. Commençons avec le recueil de textes d'André Lefebvre publié en 1973. Considérant le propos de l'auteur sur les deux nations distinctes du Canada reporté dans notre chapitre trois, nous pouvons affirmer que ce manuel excluait généralement les peuples autochtones de l'histoire canadienne. Il s'y trouve également un nombre très limité de questions reliées aux peuples autochtones dans l'introduction. Seulement deux questions abordent spécifiquement les « Indiens ». Une question, traite du texte sur le thème du travail, mentionné dans notre troisième chapitre. L'article de *Le devoir* partage des données sur les occupations et les revenus au Canada de 1966 et montre des commentaires sur un texte de la revue *Maclean*. Les élèves pouvaient lire que : « [l]e Magazine publie un tableau où les Canadiens français du Québec constituent avec les Italiens et les Indiens les seules catégories de salariés inférieurs à la moyenne générale¹⁰⁹ ». Ce document est comparable à plusieurs autres qui mentionnaient très brièvement la population autochtone sans élaborer sur leur perspective ni sur leur vécu. Sylvie Vincent et Bernard Arcand avaient analysé ce même manuel dans leur étude de 1979. Ils ont ressorti un passage dont nous

¹⁰⁸ Voir l'article « Les autochtones et l'histoire du Québec : Au-delà du négationnisme et du récit « nationaliste-conservateur » de Brian Gettler publié en 2016. L'historien de l'Université de Toronto fait l'analyse des champs historiographiques de l'histoire du Québec et comment celles-ci intègrent l'histoire des Autochtones. Selon lui, les deux courants mentionnés dans le titre de son article ont tendance à nier l'histoire et la culture autochtone dans l'histoire nationale du Québec. Gettler argumente qu'en niant celles-ci dans le récit historique québécois afin de justifier leur revendication à la souveraineté, ces chercheurs suivent une démarche fautive et inacceptable. Il cautionne les chercheurs de ces courants historiographiques à ne pas enfermer leurs études dans un carcan légal ou politique.

¹⁰⁹ André Lefebvre, p.190.

ne pouvons pas ignorer. Un document choisit par Lefebvre exposant les idées de François-Xavier Garneau incite les élèves à se représenter l'histoire du pays en deux phases.

Si l'on envisage l'histoire du Canada dans son ensemble, depuis Champlain, jusqu'à nos jours, on voit qu'elle se partage en deux grandes phases que divise le passage de cette colonie de la domination française à la domination anglaise, et que caractérisent, la première, les guerres des Canadiens avec les Sauvages et les provinces qui forment aujourd'hui les États-Unis; la seconde, la lutte politique et parlementaire qu'ils soutiennent encore pour leur conservation nationale¹¹⁰.

Ce passage de Garneau aurait enseigné aux élèves que les origines de leur histoire débutent avec Champlain et que la conquête des « Sauvages » a été un défi à relever avant de fonder le pays. Sans mise en contexte avant le texte de Garneau ni de questions de réflexions qui suivent ce passage, le manuel de Lefebvre transmet aux élèves que les Autochtones devraient être placés à l'arrière-plan de l'histoire canadienne, niant donc leur statut de minorité nationale.

Rappelons-le que le deuxième manuel québécois de notre corpus est un manuel axé sur l'étude du domaine de l'histoire et non sur un compte-rendu de l'histoire canadienne. L'auteure, Geneviève Racette, choisit tout de même d'exposer certaines sociétés dans son manuel. Dans son sixième chapitre, nous trouvons un exposé sur la population « esquimaude » du Québec. L'auteure présente une carte, un tableau de la population « indienne et esquimaude », des photos et des suggestions d'activités. Le manuel réussit à demeurer généralement objectif dans la façon dont il présente les « Esquimaux ». Une activité pourrait faire en sorte que l'élève québécois ou ontarien ait constaté une distance entre lui-même et la population autochtone. « Réunis en plénière, les élèves échangent sur les ressemblances et les différences entre la civilisation des Esquimaux et la nôtre¹¹¹ ». Les peuples autochtones ne sont pas abordés ailleurs dans ce manuel. Nous pouvons alors conclure que les manuels des maisons d'éditions québécoises approuvés

¹¹⁰ *Ibid.*, p.271.

¹¹¹ Geneviève Racette, *Initiation à l'histoire*, Montréal : Guérin, 1975, p.134.

par le MÉO ne tiennent pas compte du curriculum d'histoire du cycle intermédiaire de 1977 en raison de leur date de publication et en raison de leur mandat visant à respecter les lignes directrices du ministère de l'Éducation du Québec. Les peuples autochtones sont très peu abordés dans les deux manuels analysés. D'après ces manuels québécois, ils sont un groupe ethnique sans statut de peuple fondateur ni de minorité nationale du pays.

Évaluons maintenant la représentation des peuples autochtones dans les manuels traduits de l'anglais. *Études canadiennes – la société et toi* évoque, à de nombreuses reprises, les injustices vécues par les Premières Nations, Métis et Inuits. Rappelons-le, ce manuel met beaucoup l'accent sur le caractère multiculturel du pays. En imposant de nombreuses réflexions sur l'identité, les élèves étaient incités à comprendre la fondation du pays. Par exemple, le manuel insiste sur le fait que les Autochtones occupaient les terres canadiennes longtemps avant les Européens.

Il y a moins de cinq siècles, ce n'étaient que les ancêtres des autochtones canadiens qui habitaient la vaste moitié septentrionale du continent nord-américain. [...] Le Canadien d'expression anglaise ne peut retracer l'origine de sa famille qu'à plus d'un siècle. Celui d'expression française, lui, peut remonter à plus haut de trois siècles. [...] Et que dire des Amérindiens et des Inuit[s] dont les ancêtres ont vécu dans ce pays quelque 20,000 ans! C'est une ironie vraiment tragique que de voir le groupe indigène recevoir beaucoup moins que leur juste part d'avantages de la société [...] ¹¹². »

Un exemple d'injustice envers le peuple autochtone mentionné dans ce manuel est l'expérience dans les pensionnats. Aucun autre manuel de notre corpus n'a abordé les dommages causés par les pensionnats. Le manuel raconte l'histoire de Clifford Tobias, un autochtone qui avait été envoyé dans un pensionnat. « Il était constamment humilié et on lui implantait dans l'esprit que la culture indienne était inférieure aux autres. Les punitions corporelles, inexistantes dans une

¹¹² Munro, R.Iain et René Sirois, p.52.

communauté indienne, étaient de rigueur dans les internats¹¹³ ». Le manuel raconte que Tobias avait persévéré malgré les abus et qu'il avait voulu poursuivre une carrière en enseignement, mais qu'un agent des affaires indiennes avait écrit une lettre au Département d'éducation de l'Ontario pour aviser de ne pas l'embaucher. Le manuel fournit une copie de la lettre de 1918. Les élèves pouvaient donc lire les passages suivants : « Je déconseillerais de donner un poste de responsabilité à un Indien dans une école indienne. Il faut rééduquer les enfants indiens, éliminer en eux les influences indiennes et seul un enseignant blanc peut nous aider à accomplir ce travail » et « [u]n Indien est toujours un Indien et seulement un Indien¹¹⁴. » L'intention de l'auteur de partager ce témoignage était de sensibiliser les élèves aux injustices que vivaient les Autochtones.

Ce manuel cherche également à mettre de l'avant un récit écrit par un membre d'une Première Nation. Le manuel expose un long texte de Harold Cardinal de l'Alberta, auteur du livre *La Tragédie des Indiens du Canada*¹¹⁵. Il s'en prend spécifiquement l'agacement que lui cause la thèse des peuples fondateurs.

Les chefs politiques canadiens nous bourrent l'oreille d'innombrables discours sur le thème affirmant que le Canadien trouve sa force dans la diversité, mais notre intelligence n'ignore pas que c'est le fait canadien-français qu'ils ont en vue et pas le fait indien. [...] Notre peuple s'inquiète quand le gouvernement canadien parle des "deux peuples fondateurs" sans reconnaître le rôle que nous avons joué, bien avant l'arrivée du Blanc qui a fondé le Canada tel que nous le voyons aujourd'hui¹¹⁶.

Ce manuel diffère donc des autres étudiés jusqu'à présent, poussant des réflexions importantes autour de la justice envers les peuples autochtones. Malgré ces efforts visant à encourager les

¹¹³ *Ibid.*, p.75.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ Harold Cardinal, *La tragédie des Indiens du Canada*, Montréal : Éditions du Jour, 1970, 223 p.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 94.

écoles à entamer des discussions autour de problèmes nécessitant l'attention de tous les Canadiens et Canadiennes, le manuel se réfère au « Nous » sans précisément définir qui faisait partie de ce « Nous ». En dialoguant avec les élèves, le manuel n'évoque pas la possibilité qu'un de ses lecteurs soit une personne autochtone ou un descendant d'ancêtres autochtones ou Métis. Par exemple, dans l'introduction du manuel nous lisons : « Toi et moi, nous vivons dans une société officiellement bilingue et multiculturelle. Quelle place occupons-nous, en tant que Francophone, [sic], dans la mosaïque canadienne? » Nous savons que les jeunes des Premières Nations se retrouvaient de plus en plus dans les écoles financées par la province dans les années qui entourent la publication de ce manuel (1977). Les élèves autochtones se rendaient de plus en plus dans les écoles publiques à partir des années 1970. Cela n'était pas explicitement considéré par les auteurs. C'est essentiellement l'altérité culturelle. Nombreux chercheurs anglophones nomment ce phénomène « *Othering* »¹¹⁷.

Passons aux trois manuels des éditions McGraw-Hill Ryerson. Le manuel *Nous, les Canadiens* consacre une unité d'une soixantaine de pages sur les Autochtones du Canada. Dans ces chapitres, nous découvrons les caractéristiques des diverses sociétés vivant au pays avant l'arrivée des Européens et des impacts de la colonisation. Les auteurs assurent que les élèves comprennent que les peuples autochtones ont subi de grandes injustices et que leur population connaît beaucoup de défis liés à la pauvreté et à la santé. « Les Indiens et les Inuits ont été les premiers habitants du Canada. Mais comme groupe minoritaire, ils n'ont pas toujours été traités de façon juste. [...] Cette manie de stéréotyper les Indiens et les Inuits a souvent été un obstacle

¹¹⁷ Pour une explication du concept « *Othering* », voir Jean-François Staszak, « Other/otherness », *International Encyclopedia of Human Geography*, 2008, PDF [En Ligne] <https://www.unige.ch/sciences-societe/geo/files/3214/4464/7634/OtherOtherness.pdf> et pour un exemple d'un article qui traite du concept et de la pédagogie, voir Glenda MacNaughton et Karina Davis, « Beyond 'Othering' : Rethinking approaches to teaching young Anglo-Australians children about indigenous Australians », *Contemporary Issues in Early Childhood*, Volume 2, numéro 1, 2001 p.83-93.

à la compréhension entre ces gens et les autres Canadiens¹¹⁸. » Le manuel *Le Canada : Une histoire contemporaine* discute moins longuement des Autochtones, mais ne manquent pas de souligner qu'ils ont été des aides indispensables aux Européens : « Les [A]utochtones furent des amis ou des alliés pour les premiers Européens explorant le Canada. [...] Les Européens apprirent de nombreuses choses utiles des Indiens et même des remèdes pouvant sauver des vies humaines¹¹⁹. » Le troisième manuel de la série, *Nombreuses cultures, héritage varié*, présente des idées semblables. Les peuples autochtones sont représentés comme un peuple ayant une culture riche qui fait partie de la mosaïque canadienne. Comme le manuel de Munro et Sirois, les auteurs choisissent de partager un texte écrit par Harold Cardinal, militant autochtone. Son discours pour la Reine Élisabeth II demande à la Couronne de s'engager à réaffirmer son intention de respecter les traités. Ces trois manuels exposent assez souvent la place des Autochtones dans l'histoire du Canada. Cependant, aucun de ces manuels ne traite des pensionnats lorsqu'ils soulignent les défis que rencontrent les Premières Nations, Métis et Inuits. Un autre constat important à soulever est que ces manuels ignorent complètement l'idée qu'un élève autochtone pourrait lire les pages de ses livres à l'école. Les peuples autochtones sont exclus du dialogue entre les auteurs des manuels et leur public. Essentiellement, il s'agit d'une perspective canadienne et non pas d'une perspective autochtone sur leur histoire. Leur existence dans le récit historique canadien se lie étroitement à l'aide offerte aux colonisateurs et non à leur histoire propre. Les peuples autochtones se fondent dans la mosaïque canadienne avec les autres groupes ethniques.

¹¹⁸ Martinello, I. L., A. S Evans et R. Comtois, p.47.

¹¹⁹ *Ibid.*, p.299.

Les manuels *L'histoire du Canada et des Canadiens* des éditions Gage attribuent une place importante aux peuples autochtones dans leur récit. Rappelons que ces deux tomes s'échelonnent entre l'Amérique du Nord avant la venue des Européens et le Canada en 1945. Alors, il n'a rien d'exhaustif au sujet des peuples autochtones dans le monde contemporain. Les premières trois parties du Tome 1 abordent la vie des premiers peuples avant l'arrivée des Français et des Britanniques et leur rencontre avec les nouveaux arrivants. Les lecteurs apprennent surtout au sujet du mode de vie des divers groupes autochtones. Les habitudes alimentaires, le logement, les vêtements et le développement d'outils de chasse sont des exemples de sujets traités. Leur vécu est raconté d'une perspective canadienne et non d'une perspective autochtone. À quelques reprises, nous lisons comment les premiers peuples ont été victimes de la colonisation. En discutant des débuts de la traite des fourrures, les élèves ont un aperçu des bouleversements pour les Autochtones.

Quand Champlain perdit son privilège de traite de fourrures en 1609, des trafiquants français indépendants vinrent tenter leur chance dans la nouvelle colonie. Les pratiques de ces nouveaux-venus n'étaient pas toujours honnêtes. Les produits d'échange comprenaient souvent de l'eau-de-vie, alors inconnue des Indiens, car la consommation d'alcool ne faisait pas partie de leurs mœurs. Les boissons spiritueuses, introduites par les Européens, devaient devenir un fléau pour plusieurs indigènes¹²⁰.

Aussi, l'explication de la suite de la Conquête de 1760 offre un indice pertinent de la perspective de l'auteur face aux peuples autochtones. « Ce partage de l'Amérique du Nord fut négocié sans qu'une seule tribu indienne fût consultée. Or, s'il existait un peuple qui avait le droit de revendiquer le continent tout entier, c'est bien le peuple indien¹²¹ ».

¹²⁰ Stewart, R., N.McLean et P.Sabourin, p.82.

¹²¹ *Ibid.*, p.177.

Nous devons aussi signaler que le manuel expose le thème du conflit. Nous découvrons les conflits qui existaient entre les peuples autochtones avant l'arrivée des Européens. En particulier, les auteurs fournissent des détails sur les relations entre les Hurons et les Iroquois. Au chapitre deux, le manuel désigne les Hurons-iroquois comme un groupe qui vivait près des lacs Huron, Érié et Ontario. Plus tard, les lecteurs comprennent que ce groupe s'est divisé en multiples groupes et que certains d'entre-deux ont développé des rivalités. D'après les auteurs, l'arrivée des colonisateurs a intensifié les conflits, notamment ceux entre les Hurons et les Iroquois. Le manuel explique comment Champlain s'est allié aux Hurons, ce qui lui a valu d'être toujours la cible des Iroquois. Plus loin, une brève partie du chapitre quatre discute de la guerre d'expansion des Iroquois après le décès de Champlain. La chasse excessive par les colons européens dans les territoires iroquois provoquant le déclin des récoltes de fourrures avait motivé les Iroquois à s'attaquer aux Hurons et aux Français, ruinant ainsi les efforts missionnaires de la colonie française. Sans fournir trop de détails sur l'attaque des Iroquois contre les Hurons, le message le plus évident que les auteurs souhaitaient transmettre en exposant ces conflits était d'attribuer aux colons européens les qualités de vainqueurs puissants. À la suite du très court texte sur l'attaque des Iroquois, les auteurs passent directement à la fondation des métropoles. En présentant les origines de la ville de Montréal, les élèves pouvaient lire que « [l]a grande métropole d'aujourd'hui, [...] connut des débuts difficiles, marqués de nombreux revirements de fortune que, seul, l'héroïsme des fondateurs parvint à surmonter¹²² ». Les auteurs ont ensuite la tendance à divulguer une image stéréotypée des Iroquois. À maintes reprises, nous pouvons lire des passages qui reflètent cette image : « La situation était périlleuse. Les Iroquois, qui n'avaient jamais cessé de menacer les seigneuries du

¹²² *Ibid.*, p. 92.

Saint-Laurent, essayaient d'interrompre la traite entre les Français et les tribus de l'Ouest¹²³ ». Encore plus loin, nous lisons : « Des petites bandes d'Iroquois étaient toujours à l'affût, harcelant à tel point les habitants que ces derniers devaient travailler aux champs sous la protection des soldats¹²⁴ ». Le manuel voulait essentiellement montrer comment le peuple iroquois imposait des défis à l'avancement colonial des Français. Cette histoire de conflit entre les Iroquois et les Hurons qui étaient alliés aux Français est présentée de manière succincte en offrant un compte rendu des faits selon une perspective colonialiste.

Le dernier manuel de notre analyse *Le Canada : à la découverte de notre héritage* choisit d'élaborer sur la relation qu'entretiennent les peuples autochtones avec l'environnement. De manière intéressante, le tout premier chapitre du manuel *La terre sacrée* aborde un enjeu contemporain : la revendication territoriale de la bande indienne de Bear Island en 1974. L'auteur du chapitre, Basil Johnston, vise à établir une comparaison sur la façon dont la terre est perçue par les peuples autochtones et les Canadiens. Après avoir présenté un extrait d'un commentaire du chef de bande qui dit que la terre de Bear Island est sacrée, l'auteur explique comment les Canadiens ne perçoivent aucunement la terre comme telle. « C'est dans leur pratique d'achat et de vente des terres, ainsi que dans leur façon de profiter des parcs, des centres de villégiature et des forêts que se reflètent le mieux la réaction des Canadiens face à la terre et à l'environnement¹²⁵ ». L'auteur ne se cache pas pour faire part de ses réflexions concernant les pratiques saines et respectueuses envers la terre de la part des Premières Nations. Toutefois, nous devons remarquer que ce manuel met les peuples autochtones comme un groupe à part des autres Canadiens de sorte qu'ils ne formeraient pas une minorité nationale. Encore

¹²³ *Ibid.*, p.126,

¹²⁴ *Ibid.*, p.129.

¹²⁵ Suzanne Montal (dir.), *Canada : à la découverte de notre héritage*. Toronto : Ginn, 1979, p.31.

une fois, ce manuel véhicule une histoire du Canada adoptant une perspective canadienne et n'invite pas les Autochtones à collaborer à la conception du texte qui raconte leur vécu.

Nous avons remarqué que les manuels publiés pendant les années 1960 et au début des années 1970 n'abordent aucunement les injustices vécues par les peuples autochtones à cause de la colonisation. Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, les manuels ont tendance à dévoiler les effets néfastes de la colonisation, mais ils font de l'altérité culturelle. Ils n'attribuent pas aux peuples autochtones le statut de minorité nationale, mais bien de fragment de la mosaïque canadienne. Seulement deux manuels ont mis de l'avant des récits de nature politique émanant de personnes autochtones dans leur texte, et cela était fait assez brièvement.

CONCLUSION

Les recherches sur l'Ontario français ont largement abordé les politiques autour du système scolaire en situation minoritaire, desquels découle une histoire de luttes acharnées. Très peu d'études ont analysé les ressources pédagogiques utilisées dans les écoles franco-ontariennes. Nous nous sommes intéressés au programme d'histoire conçu par le ministère de l'Éducation de l'Ontario après l'époque de transformations importantes de l'identité canadienne-française et après l'avènement d'un nombre grandissant de revendications des peuples autochtones. Le curriculum analysé dans notre étude a été également publié dans un contexte où l'Ontario épousait les grands pans du multiculturalisme canadien. L'étude du programme d'histoire et de ses manuels importe, puisque, à l'instar des propos du sociologue Fernand Dumont, il s'agit d'une discipline formant un des piliers de la construction des identités dans la modernité. Dumont a aussi soutenu que l'école en Ontario français était au cœur de la lutte pour la survie des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes¹²⁶.

L'étude du passé des francophones du Canada et des peuples autochtones montre que ces groupes n'ont pas toujours cherché à s'intégrer à la majorité anglophone, comme le font les autres minorités. Ils sont donc considérés comme des minorités nationales. Inspiré par Dumont, Joseph Yvon-Thériault explique que la capacité d'un groupe à « faire » son propre récit, autrement dit, son historicité, intensifie la prétention nationale d'un groupe. Nous avons donc voulu comprendre si les récits que proposent les francophones du Canada et des peuples autochtones de leur propre histoire ont été mis de l'avant par le MÉO dans le programme d'histoire au cycle intermédiaire de 1977, leur donnant un plus haut degré d'historicité.

¹²⁶ Fernand Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *Recherches sociographiques*, vol. 38, n° 3 (1997), p.432.

Nous avons constaté que le curriculum visait la promotion de la diversité dans les écoles. À plusieurs reprises, le MÉO commentait dans ce document l'importance de considérer diverses perspectives en étudiant l'histoire du pays. Toutefois, le cours qui illustre davantage une histoire axée sur la diversité était facultatif. Les guides *Suggestions aux enseignants* publiés par le ministère ont abordé en abondance les francophones du Canada, et ont adhéré à la thèse des peuples fondateurs. D'après ces publications, le gouvernement de l'Ontario définissait le pays comme étant une nation biculturelle, malgré le virage au multiculturalisme. Signalons que le curriculum et ces guides n'ont presque aucunement mentionné l'Ontario-français. D'après le MÉO, les francophones hors Québec étaient donc encore attachés au récit canadien français. À l'exception du guide *Patrimoine multiculturel du Canada*, les Autochtones sont très peu présents dans le curriculum et dans les guides d'appui aux enseignants. Le MÉO avait, cependant, publié un guide à part et spécifique sur les enjeux des peuples autochtones avec l'intention de sensibiliser les pédagogues en 1977. Ce guide offrait des suggestions quant à comment intégrer l'histoire des Premières Nations, Métis et Inuits, mais ne rendait pas cette matière obligatoire et ne fournissait pas non plus de ressources concrètes et accessibles.

Les manuels approuvés par le gouvernement ontarien proviennent de divers milieux : des manuels d'auteurs franco-ontariens, des manuels du Québec et des traductions de manuels anglophones. Notons que même si cinq manuels de notre corpus ont été rédigés par des auteurs francophones de l'Ontario, aucun ne provenait d'une maison d'édition franco-ontarienne. Seulement l'un des quatorze manuels a abordé de manière substantielle l'histoire de l'Ontario français. Alors, d'après notre analyse des manuels scolaires approuvés par le MÉO dans le programme d'histoire de 1977-1985, le récit imposé aux élèves franco-ontariens était celui qui venait de la majorité anglophone, ou alors celui du Québec. La thèse des peuples fondateurs

dominait dans les manuels de notre corpus. Très peu sur les francophonies hors Québec figurait dans nos manuels.

Par ailleurs, les manuels ont tenté d'incorporer davantage la perspective autochtone après les années 1970. De manière assez générale, les défis et les injustices auxquels faisaient face les Premières Nations, Métis et Inuits sont exposés dans les manuels de notre sélection. Les pensionnats sont très rarement abordés et aucune solution aux défis est proposée par les auteurs. Malgré cette intention de sensibiliser les élèves aux réalités difficiles des peuples autochtones, les manuels étudiés ne présentent pas un récit nationalitaire. Pis, comme l'avait soulevé Harold Cardinal dans son livre *La Tragédie des Indiens du Canada*, la thèse des peuples fondateurs niait les contributions des peuples autochtones à l'édification de la nation canadienne. Et rappelons-le, cette thèse dominait dans les manuels associés au programme de 1977. Le phénomène de l'« altérité culturelle » des Autochtones, – *othering*, en anglais – est très présent dans ces manuels. Bref, ceux-ci ne mettent pas du tout de l'avant l'historicité des peuples autochtones.

Signalons que certaines limites se sont imposées à notre projet. La plus importante concerne l'accès aux sources. La crise sanitaire provoquée par la COVID-19 nous a empêché de bonifier notre recherche d'archives de sources se situant à l'extérieur de Sudbury. En effet, la consultation des archives de l'Association des enseignants et des enseignantes de l'Ontario (AEFO) et des archives du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP) conservées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) à Ottawa et du MÉO à Toronto aurait permis de mieux saisir le débat tel qu'il se dessinait en coulisse. Il serait aussi intéressant d'entamer des recherches précises sur les pressions exercées par les

peuples autochtones pendant les années 1970-1980 concernant l'enseignement de leur histoire dans les écoles ontariennes.

Les programmes d'histoire ainsi que les ressources associées à ses cours offrent une vitrine de la mémoire collective que cherchait à transmettre la province. L'Ontario, majoritairement anglophone, est à la fois le foyer de nombreuses communautés autochtones, d'une forte présence francophone et de plusieurs groupes ethniques. Pour cette raison, la conception d'une histoire officielle devient complexe. Les ressources pédagogiques jouent un rôle indispensable à la définition d'une histoire officielle, étant des publications rarement questionnées par la population. Pour cette raison, une collaboration entre les divers représentants des groupes sociaux de la province est cruciale. Toutefois, cette collaboration porte seulement fruit si le gouvernement qui en place se montre désireux d'en faire une priorité. Notre étude révèle que l'enseignement de l'histoire en Ontario pendant les années 1970 et 1980 a exclu la perspective franco-ontarienne et la perspective autochtone de l'histoire officielle.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES**i. Publications ministérielles**

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Canadian Studies – a Supplement to H.S.1 1975-1976 and 1976-77*, 1972, 4 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Circulaire 14 Manuels scolaires*, publication annuelle entre 1977 et 1985.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Le curriculum de l'Ontario 11^e et 12^e année. Études canadiennes et mondiales*, 2015, Toronto, 637 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Programme-cadre Cycle intermédiaire Histoire*, 1977, Toronto, 18 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – L'actualité*, 1977, 6 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – Le Canadien et le gouvernement*, 1980, 4 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – La colonisation de l'Ouest*, 1977, 12 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – La Confédération canadienne*, 1981, 11 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – La vie dans le Haut-Canada*, 1978, 23 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – Le gouvernement et la loi au Canada*, 1978, 8 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Les Autochtones du Canada : un guide destiné aux enseignants du cycle intermédiaire*, 1977. 48 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Les Autochtones du Canada : un guide à l'usage*, 1977. 48 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – Les Forces armées canadiennes*, 1978, 12 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – Les Loyalistes et la Révolution américaine*, 1978, 11 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – L'héritage britannique*, 1980, 4 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – L'héritage français*, 1980, 10 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants - Patrimoine multiculturel des Canadiens*, 1977, 9 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – Rébellions*, 1977, 7 p.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Suggestions aux enseignants – Relations canado-américaines*, 1977, 16 p.

ii. Manuels scolaires

Evans, A. S et L. A Diachun. *Le Canada : Une histoire contemporaine*. Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1978, 404 p.

Evans, A. S et R. Comtois. *Les cent ans du Canada*, Toronto : McGraw-Hill Ryerson, 1980, 472 p.

Hectorine Frenette-Clouthier. *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 1, Toronto : House of Grant, 1981, 128 p.

Hectorine Frenette-Clouthier. *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 2, Toronto : House of Grant, 1982, 114 p.

Hectorine Frenette-Clouthier. *Jalons d'histoire du Canada*, Tome 3, Toronto : House of Grant, 1983, 117 p.

Frère Charles et Frère Léon. *La Confédération – Histoire de mon pays*. Toronto : Nelson, 1962, 320 p.

Frère Charles et Frère Léon. *Les Deux Canadas – Histoire de mon pays*. Toronto : Nelson, 1961, 224 p.

Lefebvre, André. *Histoire du Canada à partir du Québec actuel*. Montréal : Guérin, 1973, 301 p.

Martinello, I. L., A. S Evans et R. Comtois. *Nous, les Canadiens*. Toronto : McGraw-Hill Ryerson, 1979, 326 p.

Montel, Suzanne et al. *Canada : à la découverte de notre héritage*. Toronto : Ginn, 1979, 320 p.

Munro, R., R. Sirois et G. Lacombe. *Études canadiennes : la société et toi*. Toronto : Wiley, 1977, 288 p.

Racette, Geneviève. *Initiation à l'histoire*. Montréal : Guérin, 1975, 172 p.

Sheffe, Norman. *Nombreuses cultures, héritage varié*. McGraw-Hill Ryerson, 1979, 546 p.

Stewart, R., N.McLean et P.Sabourin. *L'histoire du Canada et des Canadiens, Tome 1*. Toronto : Gage, 1979, 352 p.

Stewart, R., N.McLean et P.Sabourin. *L'histoire du Canada et des Canadiens, Tome 2*. Toronto : Gage, 1980, 343 p.

iii. Journaux des débats de la législature de l'Ontario

Législature de l'Ontario, *Débats*, (20 mars 1975).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (26 mars 1975).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (31 octobre 1975).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (3 novembre 1975).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (4 novembre 1975).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (14 novembre 1975).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (7 juin 1976).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (6 avril 1977).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (26 avril 1977).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (20 avril 1978).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (6 novembre 1979).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (8 avril 1980).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (8 mai 1980).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (14 mai 1981).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (26 avril 1982).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (4 février 1983).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (6 janvier 1986).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (11 février 1986).

Législature de l'Ontario, *Débats*, (1 décembre 1986).

II. ÉTUDES

i. Livres

Aubin, Paul (dir.). *300 ans de manuels scolaires au Québec*. Montréal : BAnQ et PUL, 2006, 184 p.

Battiste, Marie. *Decolonizing education: nourishing the learning spirit*. Saskatoon: Purich Publishing Limited, 2013, 417 p.

Bégin, Monique et Gerald L Caplan. *For the Love of Learning: Report of the Royal Commission on Learning: A Short Version*. Toronto: The Commission : Publications Ontario, 1994.

Behiels, Michael D. *La francophonie canadienne : renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2005, 432 p.

Blondin, Denis. *L'apprentissage du racisme dans les manuels scolaires*. Collection « Éducation », Montréal, Québec : Éditions Agence d'Arc, 1990, 401 p.

Brune, Nick et al. *Histoire, identité et culture au Canada*. Montréal : Chenelière Éducation inc., 2004, 686 p.

Burke, Sara Z. et Patrice Milewski, (dir.), *Schooling in transition: readings in Canadian history education*. Toronto : University of Toronto Press, 2012, 416 p.

Caron, Louise. *L'Éducation des autochtones: les dernières réalisations*. Toronto : Association canadienne d'éducation, 1984, 95 p.

Choppin, Alain. *Les manuels scolaires: histoire et actualité*, Paris : Hachette, 1992. 223 p.

Christou, Theodore Michael, dir. *The curriculum history of Canadian teacher education*. New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2018, 280 p.

Commission de vérité et réconciliation du Canada, *Commission de vérité et réconciliation au Canada : Appels à l'action*, Winnipeg, 2012, 20 p.

Commission de vérité et réconciliation du Canada. *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir, Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*. 2016, 594p

Commission de vérité et réconciliation du Canada. *Pensionnats du Canada: L'histoire, partie 1, des origines à 1939: Rapport final de la* Montréal : McGill-Queen's University Press, Volume I., 2016, 1117 p.

Commission de vérité et réconciliation du Canada. *Pensionnats du Canada: L'histoire, partie 2, de 1939 à 2000: Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.* Montréal : McGill-Queen's University Press, Volume I., 2016, 945 p.

Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise.* Montréal : Boréal, 1993, 393 p.

Dupuis, Renée. *Quel Canada pour les autochtones? la fin de l'exclusion.* Montréal : Boréal, 2001, 174 p.

Francis, Daniel. *The imaginary Indian: the image of the Indian in Canadian culture.* Vancouver: B.C: Arsenal Pulp Press, 1992, 258 p.

Gagnon, François Marc. *Ces hommes dits sauvages: l'histoire fascinante d'un préjugé qui remonte aux premiers découvreurs du Canada.* Montréal: Libre Expression, 1984, 190 p.

Granatstein, Jack. *Who killed Canadian History?* Toronto: HarperCollins Publishers, 1998, 156 p.

Gaudreau, Guy (dir.). *Le drapeau franco-ontarien.* ACFO du grand Sudbury/Prise de Parole, Sudbury, 2005, 132 p.

Gidney, R. D. *From Hope to Harris: the reshaping of Ontario's schools.* Toronto : University of Toronto Press, 1999, 362 p.

Godbout, Arthur, *Nos écoles franco-ontariennes, Histoire des écoles de langue française dans l'Ontario, des origines du système scolaire (1841) jusqu'à nos jours.* Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980, 141 p.

Hodgetts, A. B. *Quelle culture ? Quel héritage ? Une étude de l'éducation civique au Canada.* Toronto : l'Institut d'études pédagogiques, 1968. 139 p.

Houston, Susan E. et Alison Prentice. *Schooling and scholars in nineteenth-century Ontario.* Ontario historical studies series. Toronto: University of Toronto Press, 1988, 418 p.

Igartua, José Eduardo. *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945 - 71.* Vancouver: UBC Press, 2008, 277 p.

Johnson, F. Henry. *A brief history of Canadian education.* Toronto: McGraw-Hill, 1968, 216 p.

Lanoix, Alexandre. *Historica et compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007.* Montréal: Lux, 2007, 141 p.

Mallea, John R. et Jonathan C. Young, dir. *Cultural diversity and Canadian education: issues and innovations*. The Carleton library series 130, Ottawa : Carleton University Press, 1984, 555 p.

McCann, Stewart J. H et Leonard L Stewin. *Contemporary Educational Issues: The Canadian Mosaic*. Toronto : Copp Clark Pitman, 1993, 508 p.

Martin, Paul. *Canada and Aboriginal Canada Today: Changing the Course of History*. Ottawa: Confederation Centre of the Arts - University of Ottawa Press, 2014, 67 p.

Palmer, Brian D. *Canada's 1960s: The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, University of Toronto Press, 2009, 605 p.

Prost, Antoine. M. *Douze leçons sur l'histoire*, Paris: Éditions du Seuil, 2010, 370 p.

Sioui, Georges E. *Pour une histoire amérindienne de l'Amérique*. Québec : Presses de l'Université Laval, 1999, 157 p.

Stamp, Robert M. *The schools of Ontario, 1876-1976*. Ontario historical studies series. Toronto; Buffalo: University of Toronto Press, 1982, 293 p.

Troper, H. et L. Palmer, dir. *Issues in Cultural Diversity*. Ontario Institute for Studies in Education Canadian Critical Issues Series, Issue. S.1, 1976, 130 p.

Trudel, Marcel et Geneviève Jain. *L'histoire du Canada - Enquête sur les manuels*. Études de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ottawa: l'Imprimeur de la Reine à Ottawa, 1969, 129 p.

Vincent, Sylvie et Bernard Arcand. *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec: ou, Comment les Québécois ne sont pas des sauvages*. Collection Cultures amérindiennes, Ville LaSalle, Québec : Hurtubise HMH, 1979, 334 p.

Wilson, Donald J. *An Imperfect Past, Education and Society in Canadian History*. Vancouver: CSCI Publications, 1984, 218 p.

ii. Articles ou chapitres de livre

Aubin, Paul. « Le manuel scolaire québécois entre l'ici et l'ailleurs », dans Monique Lebrun et al. (dir.), *Le manuel scolaire d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*. Québec : PUQ, 2007, pp. 25-62.

Beaulieu, Alain. « L'histoire qu'on escamote ». *Nuit blanche, magazine littéraire*, no 50, déc. 1992/janv.-fév. 1993, pp. 46-48.

Bédard, Éric. « Défendre l’histoire « nationale ». *Bulletin d’histoire politique*, 22, 3, printemps-été 2014, p.158-164.

Bernoussi, Mohamed et Agnès Florin. « La notion de représentation : de la psychologie générale à la psychologie sociale et la psychologie du développement ». *Enfance* 48, no 1, 1948, p.71-87.

Bock, Michel. « Des braises sous les cendres. L’Ontario français et le projet national canadien-français au lendemain des États généraux (1969-1991) » dans Jean-François Laniel et Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français. Continuités et ruptures d’un projet national*. Montréal, Presses de l’Université du Québec, 2016, p. 167-231.

Bock, Michel. « Jeter les bases d’une “politique franco-ontarienne” » : le Comité franco-ontarien d’enquête culturelle à l’heure des grandes ruptures (1967-1969) ». *Cahiers Charlevoix*, Volume 9 (2012), p. 61-106.

Bock, Michel. « Quelle histoire nationale pour les minorités canadienne-françaises? » dans Éric Bédard et Serge Cantin (dir.), *L’histoire nationale en débat. Regards croisés sur la France et le Québec*, Paris : Riveneuve Éditions, 2010, p. 115-133.

Bock, Michel. « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd’hui », Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal, *L’espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, 2008, p.161-204.

Boulay, Gérard. *Du privé au public : les écoles secondaires franco-ontariennes à la fin des années soixante*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, coll. « Documents historiques n° 85 ».

Bories-Sawala, Helga E. « Quelle place pour l’histoire autochtone dans l’enseignement scolaire au Québec? » *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 35 (2015) p.136-153.

Caritey, Christophe. « Manuels scolaires et mémoire historique au Québec. Questions de méthodes ». *Histoire de l’éducation*, no 58, 1993. Manuels scolaires, États et sociétés. XIXe-XXe siècles. pp.137-164.

Crawford, K. « Researching the Ideological and Political Role of the History Textbook : Issues and Methods ». *International Journal of Historical Learning, Teaching and Research*, Vol.1, no.1 (2000), p. 81-91.

Croteau, Jean-Philippe. *Histoire de l’éducation en Ontario français*, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 9 avril 2013, 38 p.

Croteau, Jean-Philippe. « L'histoire de l'éducation en Ontario français : un bilan historiographique ». *Thèmes canadiens* (printemps 2014), p.26-33.

Dagenais, Michèle et Christian Laville. « Débats autour de l'histoire scolaire : caractères singuliers, mais enjeu unique ». *Bulletin d'histoire politique*, volume 22, numéro 3, (printemps-été 2014), p. 185–199.

Davis, Bob et Leon Fink. « Whatever Happened to High School History? Burying the Political Memory of Youth: Ontario 1945-1995 ». *Labour*, no 43 (Spring 1999), p. 211-215.

Demeuse, Marc. « Élaborer un curriculum de formation et en assurer la qualité » dans Jean Jouquan, *Penser la formation des professionnels de la santé, Une perspective intégrative*. Pédagogies en développement, 2013, p.315-330.

Dufour, Emmanuelle. « Les racines éducationnelles de l'indifférence ». *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 43, nos 2-3, 2013, pp. 99-104.

Dumont, Fernand. « Essor et déclin du Canada français ». *Recherches sociographiques*, vol. 38, n° 3 (1997), p.419-467.

Esses, Victoria M. et R.C Gardner. « Le multiculturalisme au Canada : contexte et état actuel », *Revue canadienne des sciences du comportement*, Volume 28, numéro 3 (Juillet 1996) p. 153-160.

Forget, Danielle et Boriana Panayotova. « La diversité culturelle telle que racontée par les manuels scolaires d'histoire du Québec et du Canada », *Globe*, 6, 2 (2003), p.99–122.

Gervais, Gaétan. « La présence de l'Ontario aux États généraux du Canada français (1966-1969) », dans Marcel Martel et Robert Choquette (dir.), *Les États généraux du Canada français, trente ans après*, Ottawa, CRCCF, 1998, p.116-132.

Gettler, Brian. « Les autochtones et l'histoire du Québec : Au-delà du négationnisme et du récit « nationaliste-conservateur » », *Recherches amérindiennes au Québec*, Volume 46, numéro 1, 2016, p. 7-18.

Godlewska, Anna, Jackie Moore et C Drew Bednasek. « Cultivating ignorance of Aboriginal realities ». *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 54, 4 (2010) p.417–440.

Igartua, José E. « The Genealogy of Stereotypes: French Canadians in Two English-language Canadian History Textbooks ». *Journal of Canadian Studies*, vol. 42, no 3 (automne 2008), p. 106-132.

Juteau, Danielle. « Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens français, Franco-Ontariens, Ontariens : qui sommes-nous? ». *Pluriel*, 24 (1980), p. 21-42, dans Danièle Juteau, *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 39-60.

Larochelle, Catherine. « L'Orient comme miroir : les altérités orientale et autochtone dans les récits de voyages des Canadiens français au XIXe siècle ». *Histoire Sociale/Social History*, vol. 50, no 101, mai 2017, pp. 6987.

Laville, Christian. « Les Amérindiens d'hier dans les manuels d'histoire d'aujourd'hui ». *Traces*, 29,2 (mars-juin 1991), p. 26-33.

Létourneau, Jocelyn. « Nous autres les Québécois ». *International Textbook Research*, 18, 291 (1996), p.269-287.

MacNaughton, Glenda et Karina Davis. « Beyond 'Othering': Rethinking approaches to teaching young Anglo-Australians children about indigenous Australians », *Contemporary Issues in Early Childhood*, Volume 2, numéro 1, 2001 p.83-93.

Miville, Serge. « 'Nous sommes l'un des deux fondateurs et nous voulons être traités comme tel': la référence canadienne-française dans la presse francophone (1969-1982) ». *MENS*, Volume 18, numéro 1 (automne 2017), p.111-148.

Montgomery, Ken. « Banal Race-thinking: Ties of Blood, Canadian History Textbooks and Ethnic Nationalism ». *Paedagogica Historica*, Vol. 41, No. 3, (June 2005), p. 313-336.

O'Neill, G. Patrick. « The North American Indian in Contemporary History and Social Studies Textbooks ». *Journal of American Indian Education*, 26, 3, (1987), p. 22-28.

Osborne, Ken. « An Early Example of the Analysis of History Textbooks in Canada ». *Canadian Social Studies*, 29, 1 (1994), p. 21-25.

Palmer, Howard. « Reluctant Hosts: Anglo-Canadian Views of Multiculturalism in the Twentieth Century », dans Douglas Francis and Donald B. Smith, *Readings in Canadian History : Post-Confederation*, Toronto : Thomson Nelson Learning, 2006, p. 297-333.

Perley, D. G. « Aboriginal education in Canada as internal colonialism ». *Canadian Journal of Native Education*, 20, 1 (1993) p. 528-540.

Prud'Homme, Julien. « Réformer l'enseignement et réformer les maîtres : la transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006 ». *Bulletin d'histoire politique*, volume 15, numéro 2 (hiver 2007) p. 185-216.

Sbarrato, Nicolas. « L'éducation dans les communautés autochtones au Québec. Du système d'écoles résidentielles à l'espoir contemporain ». *Globe*, vol. 8, n° 2 (2005), p. 261-278.

Thériault, Joseph Yvon. « De l'école de la nation aux écoles communautaires ou de l'École d'en haut à l'école d'en bas ». *Faire société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de parole, coll. « Agora », 2007, p. 191-210.

Thériault, Joseph Yvon. « Entre la nation et l'ethnie : sociologie, société et communautés minoritaires francophones ». *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n° 1(1994), p. 15-32.

Trudel, Pierre. « Histoire, neutralité et Autochtones : une longue histoire... ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 53,4 (2000) 528–540.

Van Wiele, Jan. « «Exclusivisme» et «inclusivisme» dans l'enseignement catholique au Québec. Analyse de la représentation de l'Amérindien dans les manuels d'histoire et d'histoire de l'Église utilisés dans l'enseignement primaire et secondaire ». *Revue d'histoire de l'éducation* (2005) p.107-144.

Warren, Jean-Philippe. « Quand l'histoire devient un champ de bataille. Analyse des examens d'histoire au Québec (1970–2012) ». *Thèmes canadiens* (printemps 2014), p. 11-16.

iii. Thèses et mémoires non publiés

Arsenault, Gabriel. « La mise à l'agenda du 'problème' de la sous-représentation des Autochtones dans l'enseignement de l'histoire nationale au Québec 1960-2010 ». Thèse de maîtrise (Science politique), Montréal, Université de Montréal, 2001, 192 p.

Gourgon, Danika. « «Préférez-vous votre œil droit ou votre œil gauche?» Langue et religion dans le débat sur la gestion scolaire en Ontario français (1969-1998) ». Thèse de maîtrise en histoire, Ottawa, Université d'Ottawa, 2016, 175 p.

Lang, Stéphane. « La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire (1910-1968) ». Thèse de doctorat (Histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2003, 298 p.

Memon, Nadeem A. « Contextualizing Hall-Dennis: The Rise of Progressive Educational Practices in Ontario, 1968–1972 ». Master's Thesis (History), Toronto, University of Toronto, 2006, 268 p.

Montgomery, Kenneth Edward. « The Imagined Canadian: Representations of Whiteness in Flashback Canada ». Master's Essay (Education) Ottawa, University of Ottawa, 1999, 147 p.

Pind, Jackson. « 'Let's Keep Ontario a Province for Opportunity for All Kids' The Hall-Dennis Report, Ernier Checkeris, and the Question of Equality in Northern Ontario ». Mémoire de maîtrise (History), Sudbury, Université Laurentienne, 2016, 83 p.

St-Pierre, Joannie. « Les représentations des groupes ethniques dans les manuels scolaires d'études sociales destinés aux élèves des écoles de langue française de l'Ontario de cinquième et sixième année ». Thèse de maîtrise (Éducation), Ottawa, Université d'Ottawa, 2010, 210 p.

iv. Sites Internet

Bergen, John J. « Conseil des ministres de l'Éducation du Canada ». *L'encyclopédie canadienne* [En ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/conseil-des-ministres-de-leducation-du-canada> (Page consultée le 25 juin 2021).

Bolduc, Michel et Annie Poulin. « L'histoire des Franco-Ontariens absente des manuels scolaires anglophones », *Radio-Canada*, 6 septembre 2017. [En ligne] <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1053270/histoire-franco-ontarienne-ecole-anglophone>. (Page consultée le 15 juillet 2021).

Centre de recherche en civilisation canadienne-française. « Les manuels scolaires et la communauté francophone minoritaire de l'Ontario », 2021, [En ligne] <https://expositions-crccf.ca/manuels/#Titre2>. (Page consultée le 1 juin 2021).

Crawly, Mike. « Ontario cancels curriculum rewrite that would boost Indigenous content ». CBC, July 9th, 2018. [En ligne] <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/ontario-education-truth-and-reconciliation-commission-trc-1.4739297> (Page consultée le 8 mai 2021).

Gaffield, Chad. « Histoire de l'éducation au Canada ». *L'encyclopédie canadienne* [En ligne] <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/histoire-de-leducation>. (Page consultée le 5 septembre 2018).

Tomkins, G.s., et Roland Case. « Élaboration de programmes d'études », *L'encyclopédie canadienne* [En ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/elaboration-de-programmes-detudes>, (page consultée le 8 septembre 2018).

Staszak, Jean-François. « Other/otherness », *International Encyclopédia of Human Géography*, 2008, PDF [En Ligne] <https://www.unige.ch/sciences-societe/geo/files/3214/4464/7634/OtherOtherness.pdf>. (Page consultée le 1 juillet 2021).

Vachet, Benjamin. « L'histoire franco-ontarienne toujours négligée dans les écoles anglophones », *ONFR+*, 9 décembre 2020. [En ligne] <https://onfr.tfo.org/lhistoire-franco-ontarienne-toujours-neglige-e-dans-les-ecoles-anglophones/>. (Page consultée le 15 juillet 2021).